Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:12 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 42 *New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***26 octobre - 2 novembre 2022***

LA VANNE DU CARBURANT FERMÉE PAR LES GANGS ARMÉS

Une crise humanitaire s'installe à tous les niveaux

À la capitale comme en province, la population végète...

Par Léo Joseph

Les mots ne traduisent objectivement pas la condition dans laquelle vit la population haïtienne, d'un bout à l'autre du pays. Les rapports de presse, les communiqués gouvernementaux et les avis publiés par les institutions humanitaires ne rendent pas fidèlement le dénuement constaté, à travers la République. La crise humanitaire multiforme, que connaît le pays, et contre laquelle avait été lancé des appels urgents au autorités du pays, a bel et bien atterri.

Ariel Henry, la rentrée d'une force militaires international spéciale n'est pas pour demain.

Ignace Saint-Fleur, chef du BMPAD, a cessé d'importer des produits pétroliers.

Incontestablement, comme le sang est le carburant, qui soutient et fait fonctionner normalement le corps humain, l'essence est la matière sur laquelle reposent toutes les activités humaines. Si l'impact de la pénurie constatée depuis des moins, et qui s'est dégradé progressivement jusqu'au début du mois de septembre, quand le « *gang G-9 en famille et alliés* », dirigé par Jimmy Chérizier, alias Barbecue, a fermé totalement la vanne, en bloquant l'accès des camions citerne au

Suite en page 2

COIN MONDAIN

Ad multos annos, Dr Dalmacy !

Il nous a été donné d'apprendre que le mois d'octobre a accueilli au monde, un grand amis d'*H-O*, une date qui n'avait pas été révélée durant sa longue carrière dans la communauté. Nous tenons à saisir l'occasion pour lui rendre un hommage bien mérité.

En effet, Dr Kesler Dalmacy fêtait son heureux anniversaire de naissance, le 23 octobre. Pour lui, qui a évolué, en tant que « *médecin de la communauté haïtienne* », comme on se plaît à l'appeler affectueusement, cette date fait revivre en lui les précieux instants qu'il a partagés avec ses patients, qui sont pratiquement devenus des membres de sa famille.

Retraité de sa pratique médicale, qu'il a maintenue durant plusieurs décennies, Dr Dal n'accueille plus des patients. Mais il passe le plus clair de son temps à d'autres activités, notamment, consacrer plus de temps avec sa famille, la lecture et les recherches en général, Il participe aussi à des activités politiques en faveur des candidats, des deux principaux partis, qui s'engagent sincèrement aux côtés de la communauté haïtienne, qu'il entend accompagner, dans le cadre de ses activités post-retraite, par personnes interposées, qui sont des acteurs politiques.

Dr Kesler Dalmacy avec Lee Zelden, candidat républicain, au poste de gouverneur de New York,

Nous nous réjouissons à l'idée que l'engagement d'accompagner la communauté, dans le cadre de sa profession médicale, n'a pas pris fin à sa retraite. Nous saisissons cette occasion pour le remercier de son dévouement à ses compatriotes, qu'il n'a pas cessé de manifester après sa retraite.

Aussi, au nom de cette communauté, qu'il a toujours apprécié et qu'il vénère, disons-nous : Ad multos annos, Doc Dalmacy !

LA CRISE HAÏTIENNE, DILEMME PARTOUT

Ariel Henry : Le couteau sur la gorge de la communauté internationale

Les acteurs piégés dans la recherche de solutions...

Par Léo Joseph

Si l'urgence s'impose plus intensément chaque jour, dans la recherche d'une formule pour répondre, dans l'immédiat, au déploiement d'une force militaire spéciale internationale sur le territoire haïtien, tel que sollicité par le Premier ministre de facto, les acteurs détenteurs de pouvoirs décisionnels, en pareille matière, réalisent qu'ils n'ont pas nécessairement les coudées franches. Après plusieurs séances autour de deux projets échafaudés par les États-Unis et le Mexique, l'unanimité, sinon une majorité, demeure élusive. Ces initiatives, pilotées par Washington, patron numéro un des Nations Unies, s'engouffrent dans un bourbier, avec Ariel Henry aux commandes de l'administration d'Haïti. L'adoption, à l'unanimité du volet sanctions, par le Conseil de sécurité, lors de la séance de la matinée du vendredi 21 octobre, ne va rien faire pour résoudre la crise, ni même la mitiger.

Ariel Henry, en passe de se voir montrer la porte par le peuple en colère, attend d'eêtre sauve par une intervention militaire

Suite en page 13

HAPPENINGS!

Will the latest UN Security Council Resolution solve the multifaceted crisis that's killing Haiti?

By Raymond A. Joseph

That Haiti is a headache of international proportions, it's admitted in the resolution, unanimously approved last Friday, October 21, in which a review of the ills that have caused the downfall of the country are enumerated, and certain punitive actions are announced for those implicated in causing the mayhem.

At the outset, mention is made of the Council's resolution of last July 16, renewing *"the*

US Ambassador Linda Thomas-Greenffield intervening at the Security Counci on Haiti.

Continued on page 7

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 2

LA VANNE DU CARBURANT FERMÉE PAR LES GANGS ARMÉS

Une crise humanitaire s'installe à tous les niveaux

À la capitale comme en province, la population végète...

Suite de la page 1

au centre d'approvisionnement de produits pétroliers, au Terminal Varreux, rendait la vie dure aux citoyens, la situation a maintenant tourné au drame. Car à tous les points des dix départements géographiques, les familles sont aux abois et n'ont personne auprès de qui solliciter l'aide. Le gouvernement totalement absent de la vie des citoyens, le pays, quasiment entier, souhaite une intervention, n'importe laquelle, pour apporter le soulagement qu'attend la nation.

L'essence coûte des milliers de dollars le gallon

En Haïti, le concept d'achat de l'essence à la pompe, où le spectacle de l'approvisionnement de ce produit était un combat entre fournisseurs et consommateurs et ces derniers entre eux, a vécu. Les camions citerne, qui assuraient la livraison d'essence, après en avoir fait le plein, au Terminal Varreux, sont laissés en gare, ce centre de stockage de ce produit n'étant plus accessible. Les vendeurs ambulants, qui s'étaient installés aux abords des pompes, ont, eux aussi pratiquement cessé leur activité. Depuis bientôt cinq semaines, l'essence est devenue presque non existante, en Haïti. Une situation qui influe directement sur le prix du carburant.

Embouteillage monstre, à Port-au-Prince, occasioné par l'absence d'essence sur le marché haïtien.

En effet, si d'aventure, ce précieux liquide est disponible quelque part, il n'appartient pas à n'importe qui de faire le plein dans de telles conditions, puisque, de 3 000 à 5 000 gourdes le gallon, très peu de consommateurs sont en mesure d'acheter un ou deux gallons. Car extrêmement rare sont ceux qui peuvent en acheter davantage, dans de telles conditions.

Faute de pouvoir trouver l'essence sur place, en Haïti, s'est développé un marché parallèle, avec la République dominicaine. Les acheteurs traversent la frontière à motocyclettes et toutes sortes de véhicules, achetant la quantité, à la portée de leurs bourses, pour remplir au quart leur véhicule, ou faire le plein. Les réservoirs seront ensuite vidés de leurs contenus, une fois le commerçant ambulant arrive à destination, en Haïti, pour revendre le gallon au prix fort. Les consommateurs, qui traversent la frontière, pour s'acheter de l'essence en territoire dominicain, doivent veiller à ne pas avoir de gallons jaunes en leur possession, parce qu'ils courent le risque de voir saisir leurs récipients et tout son contenu par des policiers dominicains.

Une vague de licenciements provoquée par l'absence d'essence

L'indisponibilité de carburant, sur le marché national, a déclenché une vague de licenciements dans les usines. Dans une intervention, à une radio de la capitale, Wilhelm Lemcke, président de l'Association des industries d'Haïti (ADIH), a déclaré que la situation était devenue intenable et que les patrons ont été obligés de licencier des milliers de travailleurs.

Cette situation n'est pas différente dans les autres entreprises, qui ont été, elles aussi, obligées d'arrêter leurs activités. Aussi les

Suite en page 15

VOTEZ LORS DES ÉLECTIONS DE NOVEMBRE 2022
AIDEZ À ORIENTER L'AVENIR DE LA VILLE DE NEW YORK

Grâce aux contributions de communautés de toute la ville,
la Commission pour la justice raciale a proposé trois questions pour le scrutin.

RETOURNEZ VOTRE BULLETIN POUR VOTER OUI OU NON

- Ajout d'une déclaration de valeurs pour orienter le gouvernement
- Établissement d'un bureau, d'un plan et d'une commission pour l'équité raciale
- Mesure du coût réel de la vie

Vote anticipé : 29 OCTOBRE | Jour des élections : 8 NOVEMBRE

Pour en savoir plus sur les questions,
consultez NYC.gov/racialjustice

NYC Racial Justice Commission

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 3

End of "The Comedians," Beginning of "The Tragedians", a Diaspora in Haiti

(*AN ANALYSIS*)

By Aldy Castor *

It is 1961. On January 4, a task force created by president-elect John F. Kennedy presents its "Report on Immediate Latin American Problems", https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v12/d2 . The report warns about Russian and

Aldy Castor, MD

Chinese Communism creeping into the Caribbean, South and Central America, and furthermore, advocates policy recommendations, including regime change in Haiti. The report fears that the despotic and unstable Duvalier government could become infiltrated by pro-Communists, causing the administration to fail and the country to explode at any time. From this, Kennedy becomes resolute for political change in Haiti, and reaches out to leaders such as Clément Jumelle, Daniel Fignolé, and Louis Déjoie. The task is to devise and reach a new and common "accord" for national transition. However, no accord is ever reached. François Duvalier's destructive regime continues until his death in 1971, followed by his son Jean-Claude who perpetuates the family dictatorship for another 15 years.

It is 1967. I have already been in Mexico for a year, studying medicine. The star-studded dramatic political newly released film "The Comedians", based on Graham Greene's novel about the murderous Duvalier regime, is seen through the eyes of a White hotel owner in Port-au-Prince. In it, Duvalier quellsevery dissent with an iron fist, causing the country and the people to descend into ruthlessness, moral degradation, and hell.

It is 2022. I have retired from medical practice and now routinely travel to Haiti every month to supervise my investments and lead our non-governmental organization, *Haitian Resource Development Foundation* <hrdr.org>. Again, the sky, the air, the soil, the cities, and the raucous conversation are full of "accord fever" for a transition away from one-man rule.

With hindsight, this seems like "déjà-vu all over again." Party bosses, self-styled civic leaders, presidential aspirants, and social climbers have coalesced around their respective accords.

For several months, many Haitian citizens, organizations and political parties opposed to the prolonged period of rule by decree have met for two purposes. The first one, to examine critically the branches of Haitian government, and their intention and capability to protect and maintain society, commerce, resources, and institutions. The second purpose is to propose improvement in form and function of government and accountability. This is a process of nation building unknown in Haiti for more than two hundred years.

The work products are being called "accords." Different accords are circulating. Each contains dozens of "articles" that express qualitative goals for action and change, but the process has been at a standstill. This is because: a) the accords are competing for acceptance, b) efforts to combine them have failed, c) none of the working groups has either the authority or the funds to implement them.

It is axiomatic that successful strategies for change must have what's known among boxers as a "one-two punch." Up to now, the accords have a "one punch," that is a wish-list of qualitative goals, such as public safety and security, free and fair elections, honest government, food self-sufficiency, respect for human rights, etc. But they do not have the "second punch," namely quantitative objectives of the articles of the accords regarding priority, sequence, feasibility, authority, accountability, and affordability. Said an other way, for each article, the following questions should be answered:

- *When will implementation begin and by when will it be completed?* None of the accord articles has definite starting and completion dates. This is a Haitian symptom in which the political calendar for fiscal budgets, elections, taxation, etc. has long been suspended, postponed, or thrown out the window, without an idea of when they will resume. However, without starting and completion dates, there is no sense of urgency. And without a sense of urgency, apathy sets in. Therefore, the tendency is for each step to take much longer than necessary.

- *In what sequence will they be implemented?* None of the accords has their articles arranged by priority or by recommended sequence. Decisions about national change are made in terms of sequence that is which first step will make the second step possible, and so on. Thus, the accords have no sense of direction. In a country like Haiti with very limited willingness, expertise and resources, lack of direction is fatal.

- *Who will do the work?* Each accord article concerns the transition of a current state of governance to a future state of governance. However, no accords specifically assign the work of each article or step to specific individuals, governmental and non-governmental entities that have agreed to work together within a designated period. Nor is there any estimate of the number of people needed to implement each article of an accord, the necessary qualifications, and whether enough are available in Haiti.

- *How much will it cost?* To date, no accord group has published the total cost estimate for implementing their transition wish list, taking into consideration that social-political transitions are usually more expensive than continuing to do things the same way. Everyone, from the implementers at the top, to the taxpayers at the bottom, needs to be told and be prepared for a period when tomorrow's improved governance will be more costly than today's degraded governance.

- *Who will pay for it?* No group has yet identified who is empowered, well financed, capable, and willing to pay the billions of dollars for making such significant governance transitions. Until the costs are estimated, and sources of money are identified, solicited, and received, the accords themselves, while fundamental, are intellectual fantasies for an imaginary nation.

- *What strings will be attached?* In his message to the United Nations, the prime minister admitted that Haitians couldn't monetarily afford the democratic transitions called by in any of the accord groups, not even his own accord. Caution: if funded from abroad, profound changes will likely not come free, for "the piper will call the tune." The donors can be expected to require or create a team of experts to answer the remaining essential questions (who, what, where, when, how, etc.).

Example: public safety and security. At present, there seems to be consensus both in Haiti and abroad that public safety and security throughout the country is of the highest priority. Upon consideration, this priority has at least four qualitative goals:

1. Establish safety and security of passage on Haiti's streets and highways.
2. Eliminate blockades of neighborhoods, ports, and commercial centers.
3. Eliminate gangs, bandits and their sources of weapons, ammunition, vehicles, and shelters.
4. Eliminate the interlocking network of political, commercial and gang threats and terrorism.

For each of these four public safety and security goals to be accomplished, previous six questions must be answered. As a result, without an attached price tag, none of the potential donors will fund this initiative.

As an example, let's take the first one, "Establish safety and security of passage on Haiti's streets and highways," with zero-tolerance of anyone or anything that threatens or impedes the free flow of traffic, people, goods, and services along major transportation corridors. If this is the vision, then the mission is a design process that begins with a set of assumptions such as the following:

- Assume, approximately, one thousand miles of major roads and highways interconnecting Haiti's cities and towns, not including roads within the cities.

- Assume the need for modern, fully staffed, equipped, and mobile police stations at least every ten miles along all major roads and highways. Thus, one hundred police stations to cover the country's major transportation corridors, protect the free flow of traffic, deter and combat threats and attacks by gangs and bandits, capture and hold suspects for transfer to prisons, confiscate weapons, impound vehicles, and more.

- Assume the capital cost of construction, furnishings, equipment, vehicles, weapons, ammunition, and communication is $300,000 per station. Multiply that by one hundred, thus **$30 million** for the capital costs of safety and security of Haiti's major roads and highways.

- Assume the annual operations, maintenance, and fuel costs per station at one-third of capital costs, thus a total **of $10 million** per year.

- Assume ten police officers per eight-hour shift at every police station, thus thirty officers per station, and three thousand specialized "highway patrol" officers to cover the country's major roads and highways on an around-the-clock basis.

- Assume minimum police officer salary, plus benefits, insurance, equipment, supplies and training $7000 per year. Multiply that by three thousand, thus **$21 million** per year.

- Assume administrative costs at ten percent of annual expenses (operations, maintenance, fuel, salaries, etc.) thus approximately **$3 million** per year.

With these assumptions and estimates, the total for capital costs and first year's salaries, operations, and maintenance to provide public safety and security for the free flow of people, goods and services over Haiti's major roads and highways is approximately **$54 million.** This budget, once established, the Haitian government or a foreign donor that shares this particular priority will know what to expect for his/her money.

This approach called ***"Accord Economics: The Cost of Peace in Haiti",*** applied to each and every accord article, will deliver the missing "two punch" that can relieve the national paralysis and international bewilderment that has blocked the progress, participation and funding of national transition goals and objectives for more than a year.

In summary, these dozens of accord articles cannot go forward without quantitative answers to essential questions, such as who will do the work? By when? At what cost? And with whose money? Today as presented, these accords are like barbers in cities of bald men, jokes without punch lines, wish lists of paralytics. This is tragedy, not comedy.

**** Aldy Castor, M.D. aldyc@att.net***
President, Haitian Resource Development Foundation (HRDF)
Director, Emergency Medical Services Haiti Medical relief Mission, Association of Haitian Physicians Abroad (AMHE)

Stuart Leiderman leiderman@mindspring.com
Environmental Refugees and Ecological Restoration

October 22, 2022

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 4

HAITIAN FUTURISM

Double State Consciousness

By Fabrice Guerrier

Taking everyone's individual differences and uniqueness and pulling them together into a radiant whole, that's the ultimate challenge of our times.

Democracy, as a political system, is supposed to be the most important process that exists today. It still is, giving voice to the voiceless, deeply enabling people who are pushed out on the margins. But this existential project and experiment is not perfect in itself, nor is it for those living in developed nations, such as the United States, who seek to impose their values unto others through their notion of American or western exceptionalism.

What democracy f or Haiti?

Nations like Haiti are a special case, seemingly a microcosm of all the problems the world faces today, all stuffed into a tiny island, one would say. It is wrought with climatic challenges as well as extreme political, social and economic crises that can make one's mind spin into oblivion.

Nonetheless, I've come to believe that the main frameworks of democratization applied from those developed nations to others will not function according to the specific visions they hold, if the local context is not taken into account, that is the local environment and culture of the people.

It seems that this has been known, but the same mistake has been repeated endlessly ever since modern countries have sought to free themselves from the legacies of colonialism. However, no one seems to listen, for their actions are considered righteous because they believe them to be.

Military invasion or the model of El Salvador

Yes, military action can create order out of extreme chaos, but how does one create Haitian solutions to Haitians problems? I often believe that we lack vision, deep vision to see the bigger picture, and how the world is changing. Though not a perfect approach, the president of El Salvador has taken extreme measures over the last few years to address the gang problems that have plagued his country. This was undertaken after years of war and violence, following vack-up from the U.S for the group MS-13, which waged a civil war that lasted from the 1970s to the 1990s. Such were the remnants of that horrid war over more than a decade.

Each conflict is different, yet in this one, President Nayib Bukele arrested and imprisoned over 80,000 gang members who are currently in jail. He's taken the most extreme and unheard action by any modern Latin American president to bring about order, so the democratic experience may allow civil society to breathe, and a form of sustainable change can emerge. Could something similar be attempted in Haiti? But how can it be done in a humanizing way, so the next president doesn't get assassinated!

The roots of "Double State Consciousness"

In demonstrating the paradoxical forces of ***"Double State Consciousness"*** Haitian Futurism turns to WEB Dubois, renowned African American writer, who coined the term ***'Double Consciousness'*** in his text "*The Souls of Black Folk.*" It's the status of one who is of color experiencing living in a white dominated culture and society. Imagine envisioning one's perception through white lens, never owning or honoring one's body and mind for what it can become creatively and imaginatively.

Living in the United States, I'd say that I have experienced the damages of such double consciousness. Dubois frames this idea within postcolonial societies who have oppressed and marginalized minorities, even extending to various intersectional identities.

In that light, Haitian Futurism observes the ***"Double State Consciousness"*** now, as we engage in our growing World Society which is interconnected by media, in a space dominated by a set of white Western political and cultural ideas that originate from the west, whether Democratic ideals or Marxist visions of the future.

I believe this situation prevents small nations like Haiti from fully immersing themselves in their cultural past, or from discovering themselves within the flavoring of their own profound cultural DNA, unto which Haiti holds with great profundity.

Across the board, these sets of political paradigms are enforced by powerful cultural and economic forces towards smaller nations adhering to a single truth of how to best achieve democratization, a single way that becomes like an imagination trap.

Clamoring for change in Haiti without outsiders

As a growing number of people have taken to the streets of Port-au-Prince to announce that an international armed response to Haiti's problems will not be a viable solution, we must remember, yet again, that the United Nations (UN) and the United States have had a long military presence in the Republic of Haiti, indeed for decades.

We can definitely say their presence has brought order and bolstered humanitarian efforts in some ways to maintain a semblance of order to the Haitian State. Yet some overall insidious effects are reinforced, such as sustaining deep growing economic disparity between the Haitian elite and the majority of the people. Moreover, those same "saviors," under the flag of the UN, brought Haitians cholera and much more, like the fatherless children of the horny soldiers who abuse our women and young girls.

Getting ourselves together to effect change

Haitian Futurism pushes us to realize that need is to organize ourselves, both locally and internationally, to imagine together as Haitians new political, social and economic models of development that haven't been discovered or have not been allowed to be tested in our lands. For example, how do we effectively deploy entirely new technologies that can solve logistical problems to deal with inflation and famine, two elements in the forefront of the issues faced by Port-au-Prince now. And with the growing violent gang problem, can we achieve success as President Nayib in El Salvador, and apply restorative solutions to heal the fractured state?

Are we to remain so collectively naive to perpetually use the hammer that seals a nail to the coffin of that democracy designed for societies that dominantly have been born out of racism, bringing forth this ***'Double State Consciousness'*?**

We desperately need something new!

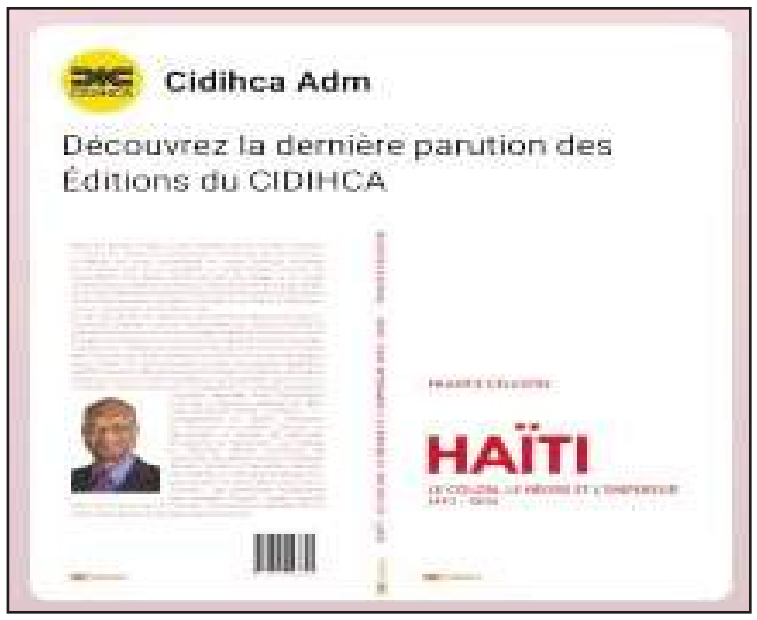
FG

26 October, 2022

fabrice@syllble.com

MOVING SALE:

CRYSTAL D'ARQUES WINE AND WATER GLASSES (COMPLETE SET OF 10)
UNIQUE NAVY BLUE STOCKABLE STONEWARE COMPLETE DINNING SET FOR 10– FROM OVEN TO TABLE + COMPLEMENTORY ACCESSORIES IN NAVY BLUE AND WHITE
CAKE MOLDS IN VARIOUS SHAPES AND SIZES
20 YEARS OLD UPRIGHT GRAND PIANO (56"X24") IN EXCELLENT CONDITION
PRO-FORM- XP 550 (62"X34") TREADMILL IN EXCELLENT CONDITION
MISCELLANEOUS ITEMS FOR HOME
PLEASE CALL: 845-359-1718 FOR MORE DETAILED INFORMATION AND LEAVE A MESSAGE.



Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 5

LE COIN DU POÈTE
Archipel des Antilles

Poème de Saint-John Kauss

À Lenny (Gia Fai) et tout dire bonne traversée

« *îles fortunées, douces comme des hanches fraîche* ».
(Pablo **Neruda)**

Peut-être que je saurai un jour
Le nom de la femme que célébraient
Dans l'estime, la hune et les guis / les viergesd dans les haubans d'espoir
Que signalent mes filles lentes en immersion d'allégresse.

Peut- être que je saurai pourquoi la rose est de couleur d'icaque,
Pourquoi me souvenir de tant de règnes de l'enfance,
Ô souvenances de terres brutes et mains nues,
Pourquoi me souvenir de tout ce qui foule aux pieds les fleurs et papillons.

Peut-être que je saurai pourquoi la rose mime la civette,
Pourquoi le cannelier attend toujours l'aube décente,
Et la rosée généreuse le goût amer des alizés,
Pourquoi l'ocelot a peur de la rivière / du sureau et des statues d'ébène.

Peut-être que je saurai le secret de la genette, la magnificence de l'agressif saule,
La fierté du bouleau sous le règne des venelles,
Peut-être que je saurai tout des dimanches
Des matelots des mendiants et des péripéties du pollen.

J'aime encore cette femme qui me doit tant de rêves
Tant de gestes silencieux la nuit à oublier l'appel
Que fit grâce l'amande entre mes mains rudes de joie et d'action.
J'aime encore la femme qui m'a rendu le visage pâle.

Et le poème à hauteur de l'étreinte, la femme
Qui mendie mes vers que jalousent des amis silencieux,
J'aime encore cette femme au teint d'acajou fabuleuse à dévorer
Entre deux poèmes, qu'elle était belle, qu'elle était fière !

Que ma femme eut été belle et fière à supporter
Quand j'écrivais des poèmes que mes amis silencieux comprennent et jalousent
Ô voiles tardifs des dieux en fleurs que la terre la salue,
Elle, princesse des fûts et de siguine et je me dis encore,

Qu'elle était belle d'ardoise qu'elle (me) fit oublier Ma folie des campêches,
Des fleurs et des fables d'abondance, qu'il y ait lieu d'oublier
La folie abondante des hommes, mes filles qui jouent du côté droit de la terre,
Ramassent à petits pas les trois pincées réglementaires et crient,

TERRE, mille terres dans la transe des vagues hallucinées qui vont et viennent
Accompagnées de passions monstrueuses, terres de flibustes concasseurs
Et concocteurs d'indécence que fréquentaient d'office nos filles les plus belles
Terres sous la huppe du vent
Caraïbe ramassant peines et pourboires.

…j'ai pris connaissance de vos déboires sans aise
Ô boucliers de l'esclavage aux jeux de la chandelle
Et j'en parlerai aux souverains des routes et des rivières,
J'en parle déjà avec le sourire d'hébétude sans honneur ni fortune.

Ô îles généreuses, j'en parle au pan des murs à l'ardoise taciturne étalée
Au grenier aux livres endormis qui ont soif d'étreintes
À l'amer souvenir de la fiancée délaissée, à la défaite ascétique de Montezuma
Et de Caonabo à l'amitié des insectes des fleurs et des rizières.

Vous venez de quelques royaumes jusqu'en terre Yoruba / du Congo au Bénin !
Ô étrange race soumise à la plénitude telle l'oiselle captive / tranquille,
Mais qui a soif d'éternité, vous venez de terres naïves qui séduisent.

Lieux dits de brèves accolades à Gorée, vous venez de quelques royaumes
Jusqu'en terre Dahomey aux épiphanies du rêve et de la démence.
Ô fils de misère aux rafles des poètes, je suis pour cette mosaïque de chair neuve / noire,
Du sang de l'Afrique qui lape dégoûts et fleuves géants.

Peuple d'antiphonaires qui gît toujours dans la poussière
Comme une étoile immense en demi-pause et sans espoirs.
Je suis pour cette race erratique / noire du premier des hommes,
Primates immémoriaux qui ricanaient dans la nuit sauvage l'allogramme.

Fou de ce continent macabre qui dit la nuit et ses chimères,
Qui suffit aux mille lieues à parcourir dans la conquête,
Mais dans la peine d'être homme du désespoir,
Arawaks / Caraïbes / Taïnos / Ciboneys disparus hier dans l'océan.

Des rêves et de la ruée vers l'or des femmes hommes
Et enfants blancs, comme la neige et le coton
Qui parlaient à la terre /
À l'espace de la parole courbée en simulacres d'arc-en-ciel.

Ô peuples Sioux / Cheyennes / Apaches et Navajos
Ô peuples frères des grandes prairies habités de longues saisons totémiques,
Qui s'en vont encore nus et naufragés / têtes d'exil et de vaincus /
Fvisages pâles et ravagés par la sécheresse et les promesses.

L'esclavage a fait peau neuve au beau mitan de cette géographie d'îles des morts
Et de regrets ceux qui ont accompli l'exil des hautes terres,
Qui ont partagé la quintessence de cette immense tragédie humaine,
Ceux qui ont négocié l'absinthe et le lichen.

La désinvolture des rivières et des savanes désolées,
Ceux qui ont érigé cette grande citadelle entre les mains du vent.
Amériques des malheurs et destructrices illégales des mondes,
À ceux qui ne l'ont pas souhaité ces randonnées aux grands canyons.

Ces tournois de chasse à l'homme des saisons ces démêlées,
Pour la terre et ses quartiers de lune à ceux qui pleurent encore
La magnificence des herbes folles aujourd'hui confédérées
Pour ceux-là autant que pour l'estime des hommes qui ne seront jamais éternels.

J'entre dans la reconnaissance des peines et douleurs,
Je constate réfléchi le monde si vieux de vive voix et en colère,
J'entre dans la nomenclature des cataclysmes d'hier et des vieilles suppliques,
Dans l'indicible jointure façonnée de nos mains.

J'entre dans le délire et la nuit océanique partageant vos maux /mes syllabes
Capricieuses sur le tas que nous sommes / hommes aux rêves d'ermite mâchant,
Des mains les doigts de la terre forcenés qui rêvent debout de dividendes et lambeaux d'humains,
Comme de ces pierres ruinées parlant au soleil aux pieds des orfèvres.

1492 : Ayiti / Quisqueya / Bohio, terre des premières tragédies et colons,
Hautes feuilles perchées sur l'Atlantique cruel mais désormais célèbre.
Terre d'Indiens et de tabac, hautes terres aux garanties d'Amérindiens partis en fumée.

Saint-Domingue : terre des colonies bénies au goût de l'amiante
Pour l'indigène saisi par l'épave / la fosse et l'échafaud / l'harmattan
Et la toundra qui parlent une langue endunée de la racaille originaire de l'Europe à l'agonie.
Que reste-t-il de ces hommes nus dans l'espace où je suis né ?

De ces dompteurs d'oiseaux érodés / engourdis dans le silence de la mort,
Que reste-t-il de ces enfants des presqu'îles / des archipels des corsaires
Et pirates / frères de sang entre les doigts timbrés du soleil ?
Ne reste que le temps des morts et cimetières baptisés par les dieux.

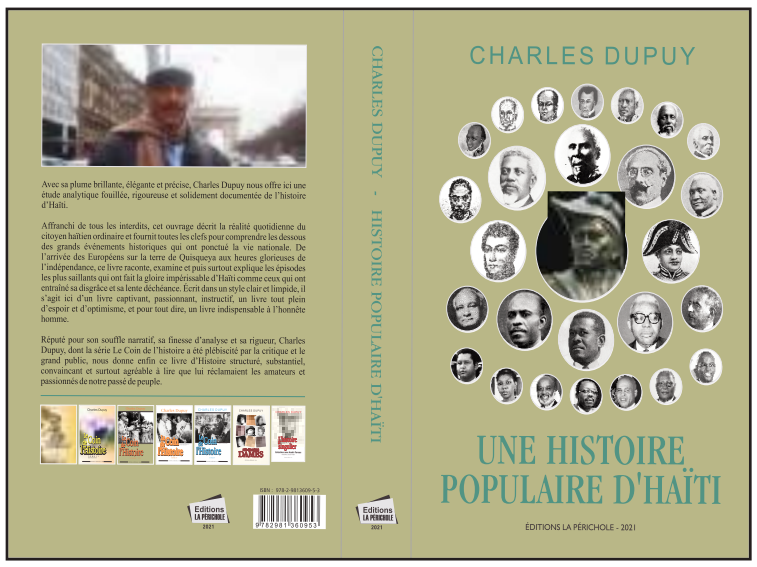
/ L'encens / le goût de l'absinthe et les icônes en croix,
Lavées par l'odeur de la mer et les voyages d'espoir sans amitiés,
Qui ne suffisent qu'à mieux tisser la toile pour l'indigène cannibale.
D'ici je bois au nom de la terre pour tous, petites et grandes Antilles.

Habillées de l'ombre et de la déchéance, territoires des vainqueurs,
Sans nulle posture souterraine, terres de migration souveraine,
Terres de poèmes et de poètes en liberté avec rire et bonheur,
Terres de sangs mêlés qu'il me soit possible aujourd'hui d'admirer.

Cuba, ô grandiose créature / magnétique et divine où le bât blesse,
Dans les veines de ceux qui aiment la liberté de chanter Fidel CASTRO,
La Jamaïque aux longues tresses de montagnes désespérées / Bob MARLEY / fils né de l'anxiété et de la musique / reggae !

De la présence et de l'absence des térébinthes, Portorico :
Au filin d'un continent qui fait encore la fête à l'éternel COLOMB /
Victime de ses voiliers ivres de mousse et d'écumes fraîches,
La Guadeloupe aux grands yeux infinis d'alcôve avec sa joie créole et ses vieilles douleurs.

Suite en page 14



Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Kounnye a pa gen si n te konnen, deblozay Ayiti a sou kont yo

Vandredi 21 oktòb la se te youn gwo jou nan Nasyon Zini sou Ayiti, la nan mitan vil Nouyòk la. Paske Konsèy sekirite Nasyon Zini a te tounen vin chita sou kesyon Ayiti a ke yo te ranvwaye nan lendi pase, ki te 17 oktòb la.

Fwa sa a tout 15 manm Konsèy Sekirite a, Larisi ak Lachin ladan yo tou, te vin dakò fòk yo fè youn bagay ann Ayiti, pou peyi a ka pran youn kanpo ak kesyon gang yo, ki an kontwòl prèske tout kote. Alò, mwen menm, mwen mande: Konbyen lane deblozay sa a pran pou vin met peyi a kote l ye a? Kote gwo otorite entènasyonal sa yo te ye? Yo te soud, menm avèg, kifè yo pa t tande ni wè sa k t ap pase ann Ayiti! Enben gwo deblozay la sou kont yo kounnye a.

Sa k fè m kòmanse lafason mwen fè l la, se pou m bay kèk detay mwen jwenn nan Rezolisyon sou Ayiti Konsèy Sekirite a te pran nan vandredi a. Tande ak wè se de. Nan 10 paj rezolisyon an, yo touche sou prèske tou sa k pa bon ki t ap devlope nan peyi a, jiskaske l vin tonbe plat atè. Epi yo di gen bagay ki pou fèt prese prese pou regle kesyon an.

Menm si Mesyedam Konsèy la kite afè voye twoup ann Ayiti tousuit la tonbe, yo deside met kesyon Ayiti sou Chapit 7 Nasyon Zini an, ki penmèt jwenn solisyon an de youn fason ou lòt, an kòmansan nan pale, sa n ta ka di diplomasi. Men tou Chapit 7 la kite baryè louvri pou solisyon ak zam, menm si se pa Nasyon Zini k ap voye twoup. Na tounen sou sa.

Men sa ki enpòtan pou mesyedam Konsèy la se kesyon gang nan ki pou rezoud pi vit ke posib. Si yo te koute m, depi dat 8 septanm lane pase, mwen te ekri pou tout mounn wè, e m te di : ***« Toutotan kesyon gang nan pa regle, Anyen p ap regle ann Ayiti! »***

Vwala ke Konsèy Sekirite a soti pou lage 2 gidon dèyè tout mounn yo ki responsab pou gang yo ki lakòz gwo ensekirite nan peyi Dayiti. Imanine nou ke gwo mesyedam yo di nan Rezolisyon yo a : Menm pèsonèl, sètadi mounn k ap travay pou Nasyon Zini, pou ede pèp la ann Ayiti sibi anba gang. *« Sitiyasyon Ayiti a kontinye reprezante youn menas entènasyonal pou lapè ak sekirite nan zòn nan, »* kivedi nan Karayib la ak tout Lamerik la kote youn bann Ayisyien debake kòm refije.

Nou wè kijan bagay yo mache. Lè sitiyasyon an vin twòp pou yo, se lè sa a yo di fòk gen youn bagay ki pou fèt e yo di y ap kòmanse mete sanksyon sou koupab yo. Y ap manyen mechan yo kote sa fè yo mal. Yo di y ap bloke lajan yo aletranje. Lajan gang tou? Alò, Jimmy Chérizier , wi, Jenneral Barbecue (Babekyou), ke yo lonje dwèt anpil sou li a, ta sanse gen kont nan bank aletranje? Li pa janm twò ta pou koze pran lari.

Pandan nou sou Babekyou a, nou wè ke se li menm, antan ke chèf gang, ki parèt nan Rezolisyon Konsèy Sekirite a, ki bay msye anpil enpòtans, paske se li menm ki bloke tout peyi a, lè l pran Tèminal Vareux (Vare), kote yo stoke tout gaz ki vin pou peyi a. Daprè sa ki ekri nan rezolisyon an sou msye, jouk nan dènye fen rapò 10 paj la, yo fè konnen se pa ni ayè ni anvanyè Babekyou ap opere. Alò, m ap mande kote yo te ye depi tout tan sa a? Si yo te pran swen ti bouton an depi l te fèk parèt, nou pa t ap gen gwo maleng sa a jodi a.

Gang tout patou, Lapolis pa la, se yo ki chèf, tout mounn mele.

JImi Cherizye ak gwo zam fann fwa l nan lari, kè popoz.

Konsèy Sekirite lage kèk verite atè

Antouka, mwen kwè li enpòtan pou n wè sa Konsèy Sekirite a di sou Babekyou. Se ann angle yo ekri l, men m ap tradui pou nou. Men ni : *« Chérizier, (ki rele Barbeque) fè youn bann zak ki menase lapè, sekirite ak stabilite Ayiti. Li planifye, li pran chaj pou konmèt youn bann vye zak kont dwa sitwayen yo.*

« Jimmy Chérizier se younn nan chèf gang ki pi infliyan ann Ayiti. Se li ki monte gwoup gang ki rele 'Lafanmi G9 ak Alye'. Pandan li te ofisye lapolis nan Polis Nasyonal Ayiti a (PNH), li te patisipe nan atak kont popilasyon sivil la nan Pòtoprens, nan Lasalin, nan mwa novanm 2018, Nan atak sa a, yo touye 71 mounn, yo detui plis pase 400 kay, epi gang fè kadejak sou anviwon 7 nan medam yo.

« Diran lane 2018 ak 2019, Chérizier te anchaj gwoup ame ki te òganize pou atake, san gad dèyè, plizyè katye malere yo nan Pòtoprens lan. Nan mwa me 2020, Chérizier te alatèt youn bann gang ame ki te pase 5 jou ap atake plizyè katye nan Pòtoprens. Anpil mounn te mouri epi yo te boule youn bann kay. Depi 11 oktòb 2022, Chérizier avèk Federasyon gang G9 li a bloke tout deplasman pwodui petwolye (gaz, gazolin, dizèl, kerozèn, elatriye) soti nan Tèminal Varreux a, pi gwo sant ki gen ann Ayiti pou stoke pwodui sa yo. Se tout zak li yo ki vin lakòz ekonomi an paralize, pa gen biznis, epi kriz la vin afekte tout mounn ».

Men plis detay pou mesyedam Konsèy sekirite a

Se pou youn bon rezon mwen bay tout dosye Jimmy Chérizier a, jan Konsèy Sekirite Nasyon Zini an bay li a. Mwen ta vle kwè ke mounn sa yo ta pi byen konnekte pase m ann Ayiti e yo ta ka konnen ke se pwòp gouvènman yo t ap travay avè l la ki responsab pou Babekyou.

Lè li t al fè zak La Salin nan, nan mwa novanm 2018, se pou Prezidan Jovenel Moïse (Jovnèl Moyiz) li t ap travay, ansan ak 2 lòt gwo otorite nan gouvènman Moyiz la, ki te anchaj fè djòb la pou prezidan an. Men 2 lòt yo: Fednel Monchéry ak Joseph Pierre Richard Duplan.

M ap raple nou kijan administrasyon Prezidan Donald Trump la te nan kòkòt ak figawo ak Jovnèl Moyiz. Pa bliye li te envite prezidan Bannann nan vin lakay li nan Mar-a-Lago an Florid. Enben, apre Prezidan Trump te pèdi eleksyon 2020 yo, li te kouri wete chay Ayiti a sou do l. Li te mande Depatman Trezò ameriken an pran sansksyon kont ansasen Lasalin yo. Imajin nou sa, youn bagay ki te pase plis pase 2 zan.

Se koonsa, nan dat 10 desanm 2020, ki te jou Dwa Mounn nan lemonn, Depatman Trezò a te mete youn kominike deyò pou sanksyonnen Jimmy Chérizier ak lòt 2 mesye yo, ki pa gen dwa met pye Ozetazini e ki pa ka nan biznis ak mounn nan peyi isit.

Konsèy sekirite Nasyon Zini apwiyve Rezolisyon ki mete sanksyon sou gang yo ak mounn ki ba yo lajan, zam ak minisyon.

Kote mounn Nasyon Zini yo te ye lè PHTK t ap monte gang yo ?

Jan nou wè l la, selon sa Konsèy Sekirite a met deyò a, diran lane 2018, 2019 ak 2020, Babekyou t ap opere san okenn restriksyon. Epi kilès ki te prezidan lè sa a? Jovnèl Moyiz. Kivedi, se pou Gwo Bòs la li t ap travay. Epi m pa konprann poukisa Konsèy Sekirite a pa di anyen sou jan Manzè Helen Ruth Meagher La Lime, reprezantan Sekretè Jeneral Nasyon Zini an, epi chèf BINUH (Biwo Entegre Nasyon Zini ann Ayiti) te bat bravo pou Prezidan Moyiz lè l te penmèt Babekyou fè G9 la vin tounen youn « Federasyon Gang », ki gen papye ofisyèl nan Ministè Afè Sosyal ak Travay, kòm òganizasyon byenfezans.

Nou ta ka di plis toujou pou montre ke tout gang k ap opere kounnye a òganize anba je Nasyon Zini. Kote mounn Nasyon Zini yo te ye nan lane 2011, lè Michel/Michael Joseph Martelly, prezidan, ki di li se « Bandi Legal » la, chèf Pati Politik Tèt Kale a (PHTK), t ap monte gang li yo ansanm ak Minis Afè Etranje ki te vin Premye Minis la, Laurent Salvador Lamothe. Enben se nan menm gang sa yo Jimmy Chérizier soti. Si m pa tande yo nonmen non mounn sa yo nan sanksyon yo di y ap met sou gang ak mounn ki òganize e finanse gang, mwen pa kwè gen anyen de serye k ap regle.

Epi youn dènye ti pawòl anvan m fèmen bwat nouvèl la. Byen ke p ap gen youn fòs envazyon sou kontwòl Nasyon Zini, jan Ariel Henry te mande a, si bagay yo vin myèl vre, li ka wè twoup CARICOM debake nan peyi a. Bahamas deja di li pare pou l voye solda. Men pi gwo kesyon an, se kote Aryel Henry pral pase, de youn fason ou youn lòt? Lè nou jwenn repons lan, pa bliye m!

Devant le local de la CONCACAF, dansent des pancartes exhibant des messages très explicatifs.

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
26 oktòb 2022
raljo31@yahoo.com

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

mandate of the United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH) for one year, demanded an immediate cessation of gang violence and criminal activity or human rights abuses, or who otherwise take action that undermines the peace, stability and security of Haiti and the region."

To be noted, BINUH was established in June 2019. Among its duties were "police professionalism," as it "maintains public order and protects the population in full respect of human rights obligations and gender equality." Also, it was to deal with "Community violence reduction and Gang violence." We won't go further in enumerating all that BINUH was to accomplish. Enough to say that during its more than three years in Haiti, the situation has deteriorated to the point that Haiti has become a basket case.

In its current resolution, the Council states: "Noting with deep concern the protracted and deteriorating political, institutional, economic, security, human rights, humanitarian and food security crises in Haiti. . . ., and "expressing grave concern about the extremely high levels of gang violence and other criminal activities, including kidnappings, trafficking in persons and the smuggling of migrants, and homicides, and sexual and gender-based violence including rape and sexual slavery, as well as ongoing impunity for perpetrators, 2/10 corruption and recruitment of children by gangs and the implications of Haiti's situation for the region."

Moreover, the Council states: *"Concerned that illicit trafficking and diversion of arms and related materiel of all types contributes to undermining the rule of law and respect for human rights, and impede the provision of humanitarian assistance, and have wide ranging negative humanitarian and socioeconomic consequences. . ."*

Haiti's Minister of Foreign Affairs during his first report to the Security Council.

UN Charter Chapter VII evoked in Haiti

Since Haiti *"continues to constitute a threat to the international peace and security in the region"* the Council has decided to apply Chapter VII of the UN Charter in Haiti's case. It allows taking non-military and military actions to redress the situation.

Anti-Ariel Henry demonstration in Port-au-Prince,

In the case of Haiti, actions mentioned so far are of a non-military nature, such as freezing accounts of those involved in support of the gangs and banning them from traveling. Other member states are called upon, for a period of a year, to collaborate in getting the punishments in place.

Though the Haitian government says it welcomes the action taken by the Security Council, it is much less than what the de facto Prime Minister Ariel Henry had asked. He wanted a "specialized force" to help him face the challenge of the gangs, who have brought the country to a standstill, especially by blocking fuel distribution for more than a month.

The resolution leaves open the possibility for an armed response in Haiti. For, in concert, the U.S. and Mexico presented such a proposition, though the force would not be under the flag of the United Nations. Although not mentioned in the resolution, there's talk of a regional force under CARICOM, the 15-member Caribbean community, of which Haiti is member. Interestingly, the Bahamas has been first in saying it would provide soldiers, if CARICOM so requests.

The United States and Canada which shipped weapons and war equipment to Haiti on October 15, agree to a CARICOM force, but they're staying away from participation. In the case of the U.S., though a vessel has been dispatched to patrol off shore in the bay of Port-au-Prince, President Joseph Biden will not send troops. With midterm elections on November 8, he fears negative repercussions on the vote, if American soldiers were to be victim.

Sanctions shouldn't be restrictive

The situation in Haiti shouldn't never have deteriorated to the point it is, if the UN missions in Haiti had done their job. For example, the gangs that are causing death and desolation in Haiti, these days, were organized, beginning in 2011, by the Haitian president who calls himself "Legal Bandit," Michel/Michael Joseph Martelly, with the aid of his former Foreign Minister turned Prime Minister Laurent Salvador Lamothe.

Recently, Mr. Lamothe seems to have regretted his action and has called for defeating the gangs. But Mr. Martelly has been silent on the matter. If there's investigation concerning the financing of the gangs, those doing the investigation should find out what happened to the $3 million that were delivered monthly to the former president by the head of Customs in Port-au-Prince, Romel Bell, who was dismissed only this summer. If, truly, the Security Council has a policy of sanctions against those implicated in gang activities, former President Martelly, and Mr. Lamothe to a lesser extent, should be targeted,

The ANEX of the Security Council's resolution

And the UN officials, indirectly accuse themselves for allowing the reign of the gangs in Haiti in the Annex to the resolution which provides the itinerary of Jimmy Chérizier, the main gang leader who is responsible for the current situation in Haiti. We give the full text of that Annex:

"Jimmy Cherizier (AKA" Barbeque') –sic—has engaged in acts that threaten the peace, security, and stability of Haiti and has planned, directed, or committed acts that constitute serious human rights abuses. Jimmy Cherizier is one of Haiti's most influential gang leaders and leads an alliance of Haitian gangs known as the 'G9 Family and Allies.' While serving as an officer in the Haitian National Policee (HNP), Cherizier planned and participated in the November 2018 deadly attack against civilians in Port-au-Prince neighborhood known as La Saline. During this attack, at least 71 people were killed, over 400 houses were destroyed, and at least seven women were raped by armed gangs. Throughout 2018 and 2019, Cherizier led armed groups in coordinated brutal attacks in Port-au-Prince neighborhoods. In May 2020, Cherizier led armed gangs in a five-day attack in multiple Port-au-Prince neighborhoods in which civilians were killed and houses were set on fire. As of October 11, 2022, Cherizier and his G9 gang confederation are actively blocking the free movement of fuel from the Varreux fuel terminal—the largest in Haiti. His actions have directly contributed to the economic paralysis and humanitarian crisis in Haiti."

Gang chief Jimmy Cherizier, alias Barbecue, targeted for sanctions by the Security Council's latest Resolution.

Where was the UN representative during Cherizier's violent campaign?

One wonders whether the members of the Security Council really don't know that the La Saline Massacre, undertaken by Chérizier and two other officials in the service of the late President Jovenel Moïse, were executing the order of the president. For the record, the others are Fednel Montchéry and Joseph Pierre Richard Duplan. All three were eventually sanctioned by the US Treasury, on Human Rights Day, December 10, 2020.

The Security Council states that during 2018 and 2019 and again in 2020, Chérizier committed several massacres in neighborhoods of Port-au-Prince. Wasn't President Moïse in good standing during that time with the UN? Didn't Ruth Hellen Meagher La Lime, of the BINUH take office in Haiti in 2019? Wasn't she around when President Moïse facilitated the formation of the "Gang Federation" by Chérizier? Didn't Ms. La Lime applaud the president? Didn't she file a report stating that gang action was decreasing since the launching of the federation?

I contend that the situation in Haiti has worsened under the glare of the United Nations and the Core Group of foreign ambassadors in Port-au-Prince. In that light, the new resolution of the Security Council may be just another of the previous resolutions, not unlike the one mentioned in July of this year, which was adamant about ridding the country of the gangs. Wasn't that the latest mission of Ms. La Lime? That she has failed miserably, there's no doubt. Just read, above, the prevailing situation in Haiti. Yet, Ms. La Lime is still in charge of BINUH in Haiti, as the country goes down the drain. Can the Security Council members themselves be absolved for not having followed-up on what they expected in Haiti?

RAJ
26 October 2022
raljo31@yahoo.com

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 8

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Haïti, pays dangereux : Démobilisation de grandes puissances

Jeudi dernier, 20 octobre, juste avant le vote du 21 octobre du Conseil de sécurité des Nations Unies sur quoi faire en Haïti, le Canada avait émis un communiqué en guise d'« *Avertissement de voyage* », concernant Haïti. Émis en anglais, nous en faisons cet extrait : « *Haïti, pays à éviter en cas de voyage non essentiel, à cause des kidnappings, la violence des gangs et le potentiel de problèmes civils dans tout le pays* ». Le communiqué indique aussi les noms de certaines communautés dans les parages de Port-au-Prince, commençant par Croix-des-Bouquets, qu'il faut, à tout prix, fuir.

En ce sens, les États-Unis avaient devancé le Canada. Car depuis le 7 octobre, le Département d'État américain avait émis un communiqué concernant l'autorisation de départ accordée à certains membres du personnel de l'ambassade considérés non essentiels, ainsi que les membres de leurs familles éligibles. Et la raison signalée s'apparente à celle de l'avertissement émis par le Canada : « *Il ne faut pas voyager en Haïti, à cause du kidnapping, du crime et de troubles civils* ».

Le 19 octobre, la Banque mondiale a émis un communiqué, annonçant que son bureau en Haïti est fermé depuis le 14 octobre, à cause du « *climat d'insécurité prévalent dans le pays et la crise humanitaire aiguë provoquée par le blocage du Terminal Varreux* ».

Le responsable des opérations de la Banque, en Haïti, Laurent Msellati, qui avait signé le communiqué, a ajouté que « *la suspension temporaire des activités de la Banque s'étend sur une période de trente jours* ».

Vu que cette déclaration antidate la résolution du 21 octobre du Conseil de sécurité de l'ONU annonçant des sanctions contre ceux qui alimentent

Rishi Sunak, Premier ministre et chanceller

les gangs, et que d'autres pensent à une force armée spéciale pour résoudre le problème des gangs, faudrait-on croire que la

lui inacio lula da silva.

Banque mondiale serait dans le secret des dieux, et que d'ici le 14 novembre, soit dans 19 jours, on aura mis fin au règne de terreur en Haïti ?

Un Conseil de gouvernement de 9 membres pour un an

C'est Moïse Jean-Charles, ex-sénateur du Nord, leader de l'organisation *Pitit Dessalines*, qui a annoncé, dimanche dernier, 23 octobre, qu'il a mis sur pied un Conseil de gouvernement dit « *Conseil de Transition du peuple souverain* », composé de neuf membres, dont la présidente est Eugénia Romain.

Tel que publié, les autres membres de ce gouvernement, qui devra remplacer Ariel Henry et son équipe, sont les suivants : Edgar Leblanc, ancien sénateur du Sud-est, représentant le secteur politique, est vice-président; Péguy Jean, représentante de la presse; Jacques Céus Joseph, représentant du Grand Nord; Val Jean Élie, représentant le Grand Sud; Jacques Rubins Bordenave, représentant l'Artibonite et le Plateau Central; Jerry Moncœur, représentant la diaspora; Jean Renald Nau Léonard, représentant des ouvriers et syndicats paysans, et Jérémie Dupont, représentant des quartiers populaires.

Par cette liste, M. Jean-Charles dit se soucier de la représentation de tous les secteurs de la vie nationale, notamment les différentes régions du pays. Mais ce faisant, il paraît agir sans la collaboration d'autres organisations, car même le Groupe de Montana qui, on le sait, a déjà choisi son président en la personne de l'ex-gouverneur de la Banque centrale, Fritz Alphonse Jean, ainsi que son Premier ministre, l'ex-sénateur Steven Benoit.

Outre les critiques, de part et d'autre, de l'action de Moïse Jean-Charles, on soulignera celle de l'avocat André Michel, ancien opposant au gouvernement PHTK, mais aujourd'hui membre du gouvernement Ariel Henry. Il questionne : « *Qu'est-ce qui donne à une personne le droit de choisir 9 personnes pour diriger un Conseil de transition ?* »

Alors, on pourrait demander : « *Qui autorise Ariel Henry, Premier ministre de facto, de s'accrocher au pouvoir, en dépit d'un tollé national en permanence, exigeant sa démission sans condition ?* »

Selon toute évidence, la situation en Haïti continuera à se compliquer, à moins que l'esprit de nos ancêtres de 1804 anime nos nouveaux combattants visant le bien-être du pays. Il s'agit de cet esprit qui est à la base de notre indépendance : « ***L'Union fait la Force !*** »

Il importe d'ajouter ces commentaires sans faire remarquer que notre ami et combattant de vieille date, Joseph Berger, basé à Philadelphie, en Pennsylvanie, a appelé pour commenter l'annonce du sénateur Jean-Charles. « *Il doit s'entendre avec le Groupe Montana pour présenter un front uni* », a-t-il avancé. Et M. Berger d'ajouter : « *Tous ceux qui ne veulent pas s'entendre pour sauver la patrie sont des collaborateurs de ceux qui ont invité l'invasion de l'étranger, qui souillera la terre de Dessalines et fera de nous des valets* ».

En Angleterre, un nouveau

Jair Bolsonaro.

Premier ministre fait histoire

Hier, mardi 25 octobre, Rishi Sunak, 42 ans, a reçu l'investiture comme Premier ministre britannique. En dehors de son jeune âge, qui le distingue de ses prédécesseurs, à ce poste, il est la première personne non blanche à gravir l'échelon poli-

Liz Truss rend le tablier.

tique de ce pays colonisateur jusqu'au sommet. Son nom indique qu'il n'est pas anglo-saxon, mais d'une famille immigrante de l'Inde.

En effet, le richissime ex-banquier Rishi Sunak rivalise le roi Charles III, par sa richesse. D'ailleurs, il a déjà occupé des postes importants dans l'administration. Durant deux ans, soit d'octobre 2020 à ce mois d'octobre, il était chancelier de *l'Exchequer*, la plus haute autorité gouvernemental en matière des finances. Il est bien indiqué pour résoudre le problème qu'a causé Liz Truss qui, durant ses 49 jours à ce poste, a causé la dégringolade de l'économie britannique. On lui reproche d'avoir accordé avantages fiscaux aux riches citoyens.

En tout cas, Rishi Sunak démontre qu'il va relever la situation, quand il s'est tourné vers Jeremy Hunt, un allié, lui demandant de rester en poste comme chancelier d'*Exchequer*. Bien qu'opposé à la politique de la Première ministre Liz Truss, il n'avait pas l'autorité de la contrecarrer.

L'Inde a été parmi les premiers pays à applaudir le choix de Rishi Sunak par le roi Charles III. Celui-ci l'avait invité au Palais de Buckingham pour lui conférer le titre. Certes, cette nomination fait histoire s'écrit en Angleterre. Car, l'un des pays colonisés du Royaume uni est en charge, pour la première fois, à la tête de l'ancien empire.

Dimanche second tour des Présidentielles au Brésil

Le 2 octobre dernier, les deux candidats n'avaient, ni l'un ni l'autre, scoré 50 % du scrutin. En effet, l'ex-président gauchiste Luiz Inacio Lula da Silva, avait gagné 48,4 % du vote, tandis que le président en fonction, Jair Bolsonaro, un conservateur, recueillait 43,23 %.

D'ailleurs, les sondages n'avaient pas prévu que Bolsonaro, en perte de vitesse, depuis quelque temps, aurait eu ce score. Ainsi, l'on s'attend à un miracle, ce dimanche, d'un côté comme de l'autre.

Un retour de Lula, au palais présidentiel, après une vingtaine d'années sur la touche, mais à l'écart d'une présidence de 8 ans, ayant été condamné à neuf ans d'emprisonnement, en 2017, lors d'un procès dans un dossier de la corruption, dont il n'a purgé que quatre ans, il semble regagner sa popularité d'antan comme le chef d'État le plus chouchouté que le Brésil ait connu. Sortira-t-il victorieux, dimanche prochain, 30 octobre ?

Dans une entrevue, le 24 octobre, Lula da Silva eut à dire qu'il espère que le président Jair Bolsonaro acceptera les résultats du scrutin. Étant donné pour victorieux par les sondages, ce dernier a toutes les chances de perdre la bataille. Ce serait un échec humiliant pour lui, qui n'aura pas pu se faire réélire, après un mandat présidenciel de quatre ans.

Pierre Quiroule II
26 octobre 2022
raljo31@yahoo.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 9

Rapèl yo vin pi fò kounye a.

Dènye rapèl kont COVID-19 yo pwoteje kont varyant omicron yo. Tout moun New York ki gen omwen 5 an ta dwe pran yon nouvo rapèl bivalan kont COVID-19 jodi a. Pou jwenn plis enfòmasyon, ale sou **nyc.gov/vaccinefinder** oswa rele **877-829-4692.**

NYC VACCINE FOR ALL:
SAFE, FREE, EASY

NYC Health

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 10

ÉDITORIAL

Un geste patriotique s'impose pour résoudre les crises !

Point n'est besoin de faire appel aux étrangers pour trouver la solution aux graves crises auxquelles se trouve confrontée la nation, car elle réside parmi nous. Il suffit que celui par qui a dégénéré, à ce point, cette situation, s'arme d'un tantinet de patriotisme pour que revienne la paix sur toute l'étendue du territoire haïtien. La vraie cause de cette calamité généralisée donnant prétexte à Ariel Henry pour qu'il invite une force militaire étrangère spéciale à s'introduire en Haïti est le pays « *locked* » occasionné par sa mal gouvernance. Voilà la crise des crises qui, au départ, sociopolitique, mais devenue humanitaire, suite à l'indisponibilité d'essence, dans les pompes, l'inaccessibilité des camions assurant la distribution du précieux liquide aux pompes, au principal centre de stockage de ces produits.

Tous ceux qui ont contribué à la création du scandale du déploiement de militaires étrangers, sur la terre de Dessalines, en commençant par le Premier ministre de facto, le lanceur de cette invitation, aux pays qui ont sauté sur l'occasion pour des raisons politico-diplomatiques, en passant par les Nations Unies, en tant qu'instrument passif, entre les mains des soi-disant grandes démocraties, sont parties prenantes des malheurs qu'une telle initiative risque d'engendrer. Quoiqu'on puisse dire et faire de la crise socio-politique, en gestation depuis plus de trois mois, au départ pour exiger la fin de l'insécurité, sous tous ses aspects, la vie chère, l'inflation galopante et la gestion calamiteuse du pays par Ariel Henry, elle a pris une allure nationale, désormais humanitaire. Au fur et à mesure que celui-ci et son équipe gouvernementale ignorent systématiquement les revendications du peuple haïtien, véhiculés par l'organe de millions de manifestants, dont les échos retentissent, tant à la capitale que dans les principales villes du pays, ainsi que dans les communes, et même des sections communales, la stratégie « *pays locked* » a gagné tous les coins et recoins de la République.

Au lieu de changer son fusil d'épaule, de modifier sa politique, afin d'apaiser la colère du peuple, le Dr Henry a versé encore plus d'huile sur le feu, en annonçant la suspension par l'État de la subvention des produits pétroliers. Ce qui se traduit par l'augmentation immédiate des prix de telles importations à la pompe. Et de fait, il a joint le geste à la parole, sous forme d'une hausse du coût du gallon de gazoline. Mais, au lieu de gérer cette question tel un homme d'État responsable et compétent, soucieux du bien-être de la population vulnérable, et prêt à faire la courte échelle aux citoyens, en instituant des augmentations graduelles, son gouvernement a imposé des hausses près de 100 %. Aussi les prix sont-ils révisés à la hausse comme suit. De 335 gourdes le gallon, le prix du diesel est passé à 570 gourdes; la gazoline, de 250 gourdes à 570 gourdes; et le prix du kérosène, l'énergie la plus accessible aux couches défavorisées, révisé, de 352 gourdes à 565 gourdes le gallon. Et, pire encore, la mobilisation populaire contre cette dernière mesure, doublée d'appels venus d'économistes, d'hommes d'affaires expérimentés, ainsi que d'autres secteurs intéressés, à revenir sur cette décision, le Premier ministre de facto affiche, jusqu'aujourd'hui, une rare inflexibilité.

En attendant que soient réunies toutes les données concernant les dernières décisions d'Ariel Henry, par rapport à sa politique énergétique, retenons que, consécutivement aux augmentations imposées aux prix des produits pétroliers, comme par hasard, le chef du gang « *G-9 en famille et alliés* », l'ancien policier dévoyé Jimmy Chérizier, alias Barbecue, a imposé un blocus effectif contre le Terminal Varreux, centre de stockage d'au moins 70 % des produits pétroliers utilisés en Haïti. Il semble que cette intervention de ce gang, également basé au Bas de Delmas et à Cité Soleil, soit le signal de l'arrêt total de distribution d'essence dans le pays.

En effet, se substituant à l'autorité établie, mais de concert avec celle-ci, ce gang armé et les autres communautés criminelles du même genre, exercent le droit d'imposer des décisions régaliennes au pays. C'est présentement le cas. Le public est privé d'essence, parce que les camions citerne sont interdits l'accès au site de stockage de produits pétroliers. Pourtant, dissimulant des vols, par l'envahissement forcé du Terminal Varreux, les malfrats permettent à leurs transporteurs de faire le plein d'essence, au profit de leurs propres clients. Dans le cadre de cette même logique, les véhicules officiels, ceux dédiés au service du Premier ministre de facto, de ses ministres et directeurs généraux, en sus de ceux de la Police nationale sont régulièrement pourvus en carburant.

Il faut donc poser la question, de savoir, pourquoi Ariel Henry et son équipe négligent-ils de créer des conditions pour que les hôpitaux et les institutions dispensatrices de soins médicaux, ainsi que celles d'œuvres de bienfaisance puissent recevoir les produits pétroliers indispensables à leur fonctionnement normal ? À la lumière de ces faits, personne ne peut arguer que la crise humanitaire attribuée à l'impossibilité de renflouer les stations d'essence n'est pas délibérément provoquée.

Nous ne devons pas ignorer, non plus, que les installations sanitaires, en général, en butte, depuis des semaines déjà, à l'épuisement de leurs réserves, mais rien n'a été fait pour éviter l'actuelle catastrophe. Mais moins d'une semaine après le blocage d'accès au Terminal Varreux, la communauté internationale, constatant la pénurie d'essence qu'enduraient, depuis longtemps, les consommateurs haïtiens, y trouve la crise humanitaire qui s'est effectivement installée, et dont l'impact s'est répercuté dans tous les domaines d'activités : médical, commercial, social, administratif, bancaire, transport et manufacturier, etc. Et la pénurie de denrées alimentaires provoquée par l'impossibilité de les faire aboutir aux marchés publics; et l'accès à ces derniers, désormais dangereux, à cause des activités des gangs armés, et l'indisponibilité des moyens de transport, faute de carburant.

Voilà donc créées les conditions ayant déterminé Ariel Henry à lancer, auprès de la communauté internationale, cet appel au déploiement d'une force militaire internationale, en vue de casser l'élan des criminels armés et redonner force à la Police nationale. D'où l'action immédiate des Nations Unis, sous l'instigation, surtout des États-Unis, du Canada et d'autres pays embrigadés dans cette stratégie, de se pencher immédiatement sur le cas d'Haïti.

Mais il est curieux de constater que la sonnette d'alarme, sur la crise humanitaire liée à l'indisponibilité de carburant, sur le marché national, a été tirée premièrement à l'étranger, au niveau du Département d'État et de l'ONU. Ariel Henry n'a fait qu'emboîter le pas, comme si un protocole d'accord avait été établi, en ce qui se rapporte à qui dit quoi et quand.

Tout compte fait, le projet d'intervention militaire étrangère, en Haïti, a l'allure d'un projet mis sur pied, avec la bénédiction de la communauté internationale, ou bien concoctée par elle, en vue de perpétuer la présence du ministre de facto en poste, selon le vœu des Américains voulant s'assurer que personne d'autre ne prenne sa place, et s'ingéniant à garder jalousement le secret qu'ils partagent, durant les cinquante prochaines années ou plus.

Passé pour un nul, à tous les points de vue, dans la gestion des affaires publiques et la politique générale de son gouvernement, en sus de se laisser entraîner dans la logique d'intervention militaire étrangère sur le territoire national, il ne reste aucune condition atténuante à Dr Henry, par rapport à la demande de sa démission.

Si les chefs d'entreprises de différents secteurs, dans des communiqués séparés, ont dénoncé avec véhémence l'échec du régime en place, tout en gardant une certaine discrétion par rapport à son départ, dont le cri jaillit de la poitrine de millions de manifestants, dans les rues des villes d'Haïti; le cri d'alarme, à cet effet, a été lancé par Wilhelm Lemke, président de l'Association des industriels d'Haïti (ADIH), véhiculé dans un article du quotidien *Le Nouvelliste*, signé par Germina Pierre-Louis, dans l'édition du 21 octobre 2021.

Et M. Lemke de déclarer : « *La situation est extrêmement grave. Au fond, la survie de la nation est en jeu. Aujourd'hui nous faisons face à un lock qui surpasse le super lòk, c'est un lòk total. Il faut que le pays soit débloqué. C'est l'union qui aidera à débloquer le pays* ».

Ces paroles du chef de l'ADIH doivent se traduire par un geste patriotique, de la part de celui à qui incombe la responsabilité de l'aggravation de la crise, à ce point. N'est-ce pas une situation d'extrême gravité, que la survie du pays dépend de la décision d'un seul de ses citoyens ? La balle se trouve, donc, dans la cour d'Ariel Henry ! Soyez un vrai patriote, M. le neurochirurgien, partez !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

HAITI
CANADA
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
ÉTATS-UNIS
AFRIQUE ET ASIE
CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Postal/Region Country/Pays

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 11

EDITORIAL

A patriotic gesture is needed to solve the crises!

There is no need to call on foreigners to find the solution to the serious crises facing the nation, because the solution lies with us. One would expect that the person who has caused the situation to degenerate to such an extent would allow himself to show a little bit of patriotism in order that peace may return to the entire Haitian nation. The real cause of this generalized calamity, which has given Ariel Henry the pretext to invite a special foreign military force to enter Haiti, is the "locked" country caused by his bad governance. That's considered another crisis, on top of all the others which, in the beginning, were socio-political. Now it has become a humanitarian crisis, following the unavailability of gasoline, in the pumps, because of the tanker trucks ensuring the distribution of the precious liquid to the pumps have been blocked from reaching the main storage center of these products.

All those who have contributed in creating the scandal of deploying foreign troops on Dessalines' land, starting with the de facto Prime Minister who initiated the call to the foreigners are stakeholders in the misfortunes that such invasion will engender. As it is, it was well planned. Certain countries jumped at the occasion for politico-diplomatic reasons. They turned to the United Nations, as a passive instrument, in the hands of the so-called great democracies, to take the lead.

For those who have not been following what's happening in Haiti, this latest socio-political crisis has been in the making for more than three months. Initially, the people were demanding an end to insecurity in all its aspects, to the high cost of living, to galloping inflation and the calamitous management of the country by Ariel Henry. Now it's a national humanitarian crisis and the ruling team systematically ignores the claims of the Haitian people, conveyed by the millions of demonstrators, the echoes of their voices resounding in the capital, in the main cities of the country, as well as in the villages, even in the rural communities. It has resulted into a "locked country" a strategy that has spread in every nook and cranny of the Republic.

Instead of changing his policy to appease the anger of the people, Dr. Henry added fuel to the fire by announcing the suspension of State subsidies of petroleum products. This translated into an immediate increase on the price of gasoline at the pump, as well as for other petroleum products, causing the people to become angrier. Instead of dealing with the issue as a responsible and competent statesman concerned about the welfare of a vulnerable population, he increased the cost of fuel products to almost 100%. Prices were revised upwards as follows: The price of a gallon of diesel rose to 570 gourdes, up from 335; for gasoline, it went up to 570 gourdes, from 250; and the price of kerosene, the energy most accessible to the poor, was raised to 566 gourdes, up from 352, a gallon.

Of course, all were mobilized against these measures of the Prime Minister. The usually quiet economists, experienced businesspeople and other interested sectors called on him to reverse his decision. But the de facto Prime Minister has displayed, till now, a rare inflexibility.

While waiting for all the data concerning the latest decisions of Ariel Henry, in relation to his energy policy, it should be remembered that, following the increases imposed on the prices of petroleum products, as if by chance, the leader of the gang "G-9 in family and allies", the former rogue policeman Jimmy Chérizier, aka Barbecue, imposed an effective blockade against the Varreux Terminal, a storage center for at least 70% of petroleum products used in Haiti. It seems that this intervention of this gang, also based in Bas de Delmas and Cité Soleil in Port-au-Prince, is the signal for total stopping of gasoline distribution in the country.

In fact, replacing the ruling government, but in concert with it, this armed gang and other criminals of the same ilk exercise the right to impose their own decisions on the country. Currently, that's the case. The public is deprived of gasoline, because tanker trucks are forbidden to access the petroleum storage site. However, concealing their thievery, some bandits find ways to invade the Varreux Terminal, to load up on fuel for their own customers. Within that framework, official vehicles used in the service of the de facto Prime Minister, his ministers and directors general, in addition to those of the National Police, are regularly supplied with fuel.

Therefore, this begs the question. Why do Ariel Henry and his team neglect to create the conditions so that hospitals and institutions providing medical care, as well as the charitable organizations may also receive petroleum products essential to their normal functioning? In light of these facts, no one can argue that the humanitarian crisis attributed to the inability to refuel gas stations is not deliberately provoked. Neither should we ignore that, for weeks, the sanitary facilities, in general, have been facing depletion of their reserves, but nothing has been done to avoid their current disaster.

Interestingly, less than a week after the blocking access to the Varreux Terminal, the international community noted the shortage of gasoline that Haitian consumers had been enduring for a long time. It was determined that a humanitarian crisis has effectively taken hold. Its impact is reflected in all areas of activity: medical, commercial, social, administrative, banking, transportation, manufacturing and more. Moreover, there's the shortage of foodstuffs caused by the impossibility of getting them to the public markets; and the access to the latter is very dangerous, because of the activities of the armed gangs, and the unavailability of the means of transport, due to the lack of fuel.

These conditions determined Ariel Henry to launch the appeal to the international community for the deployment of an international military force, to break the momentum of the armed criminals and to strengthen the National Police. Hence, the immediate action of the United Nations, prodded by the United States, Canada and other countries involved in this strategy, to immediately address the case of Haiti.

However, we curiously note that the alarm bell on the humanitarian crisis linked to the unavailability of fuel on the national market was first sounded abroad, at the level of the State Department and the UN. Ariel Henry has only followed suit, as if there was a memorandum of understanding as to who would say what and when.

Considering the facts, it appears that the idea of foreign military intervention in Haiti would be a project set up with the blessing of the international community, or concocted by it, in a way to perpetuate the presence of the de facto Prime Minister in office, according to the wishes of the Americans who want to make sure that no one else replaces him. Somehow, they are jealously guarding the secret they share with him for the next fifty years or more.

As a result, Dr. Henry is considered a failure in every respect in the management of public affairs and the general policy of his government, in addition to being drawn into the logic of foreign military intervention on national territory. There are no mitigating conditions left for Dr. Henry to bow down to the demand for his resignation.

Business leaders from different sectors, in separate communiqués, have vehemently denounced the failure of the regime in place, while keeping a certain discretion in not mentioning his departure, though it's being shouted by millions who demonstrate in the streets of Haiti's cities. The cry of alarm, to this effect, was launched by Wilhelm Lemke, president of the Association of Industrialists of Haiti (ADIH), as conveyed in an article in the Port-au-Prince daily *Le Nouvelliste*, under the byline of Germina Pierre-Louis, in the October 21, 2021 edition.

Mr. Lemke said: *"The situation is extremely serious. The survival of the nation is at stake. Today we are facing a locked situation that surpasses the super lock; it's a total lock. The country must be unlocked. Only through unity can we unlock the country."*

These words of the ADIH eminent personality are of a patriotic nature and indicate a gesture expected from the person who is responsible for the worsening of the crisis to this dire point. Is it not a situation of extreme gravity that the survival of the country depends on the decision of only one of its citizens? The ball is, therefore, in Ariel Henry's court! Sir, be a true patriot! Mr. Neurosurgeon, just get out of there!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION
HAITI
CANADA
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
ÉTAT-UNIS
AFRIQUE ET ASIE
CARAIBE ET AMÉRIQUE LATINE
EUROPE

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

et. Donc, l'élection devant aboutir à l'arrivée d'un nouvel organisme de gestion du football haïtien élu, tel que recommandé par la FIFA, n'aura pas lieu. En d'autres termes le Comité de normalisation de la FIFA a échoué et ne devrait aucunement être reconduit à la tête de la FHF. Le football haïtien ne peut pas se permettre le luxe de démarrer une nouvelle année civile, sans trouver un consensus avec la FIFA pour la nomination des gens compétents capables de redresser la situation et qui parviendront à doter la FHF de dirigeants élus, compétents et responsables.

Au milieu de toutes les incertitudes entourant l'avenir du football haïtien, pour l'année 2023, deux de nos sélections nationales participeront aux compétitions internationales, dès le mois de février de l'année prochaine. Les Grenadières joueront les barrages intercontinentaux du Mondial féminin Australie-Nouvelle-Zélande 2023, qui se disputeront, du 17 au 23 février, et dont le tirage au sort a été effectué le vendredi 14 octobre 2022. L'équipe haïtienne partage le groupe B avec le Sénégal et le Chili. Au même moment, l'équipe U17 masculine sera au Guatemala (11 au 23 février) pour participer à la dernière phase qualificative du Mondial de cette catégorie. Les petits Grenadiers figurent dans le groupe H, au côté du Honduras, le Salvador et Suriname. En 2022, sous la houlette du Comité de normalisation, nos différentes sélections, notamment U17 et U20 féminines et la Sélection olympique masculine sont passées à côté de leurs objectifs. La FHF n'avait accordé aucune importance aux sélections de jeunes, s'étant uniquement assurée qu'elles soient au rendez-vous pour éviter les sanctions. Pour le reste, elle s'en foutait royalement.

Par rapport à tous ces manquements, qui ont caractérisé le football haïtien, au cours de ces deux dernières années, il est évident que l'équipe dirigée par Monique André doit tirer sa révérence, pour ne pas enfoncer davantage le football dans l'abîme. Le barrage intercontinental du Mondial féminin, programmé pour le mois de février, est déjà dans l'impasse, un premier stage fixé pour le mois d'octobre a été reporté à la prochaine fenêtre FIFA, avons- nous appris. Rien ne garantit que le prochain rassemblement aura lieu, tant l'amateurisme des dirigeants de la FHF est flagrant. Apparemment, la compétence de l'entraîneur ne fait pas l'unanimité, au milieu de nos Grenadières. Pour l'équipe U17, si l'on tient compte du mode opératoire du Comité de normalisation, on ne doit rien attendre des futurs petits Grenadiers, dont les identités sont encore inconnues. On les saura probablement une semaine avant le coup d'envoi de la compétition.

Cette manière de faire s'est révélée catastrophique avec des éliminations humiliantes. Le football est beaucoup trop important aujourd'hui, pour qu'il soit dirigé par des incapables. Le Comité de normalisation de la FIFA a fait son temps, il a montré toutes ses limites, dans la tâche qui lui a été confiée. Définitivement, dans ce pays, il faudra inculquer aux gens la culture de la prise du pouvoir à travers les urnes. Ceux qui sont au pouvoir ont la fâcheuse tendance à faire l'usure du temps, pour ne pas répondre de leurs responsabilités. Il était fondamentalement question pour le Comité de normalisation, de remettre les rênes de la FHF à un comité exécutif élu. Pour ce faire, il devait mettre tout en œuvre pour y arriver. Au contraire, ses membres sont dans le déni, ils ont préféré le mépris au lieu du compromis, l'orgueil au lieu de la sagesse.

Les voici aujourd'hui seuls, attendant, comme les hommes politiques haïtiens, que le Blanc prenne leur défense pour les conforter dans leur place. Un premier appel à la mobilisation est lancé, à leur encontre, les 18 et 24 octobre prochain, à Miami Down Town, devant les locaux de la Concacaf, pour dénoncer leurs mauvaises pratiques dans le football, d'autres manifestations suivront assurément, puisque le salut du football haïtien n'est visiblement pas entre les mains des dirigeants actuels de la FHF.

R.S.

Suite de la page 16

ff, surtout des dirigeants venus d'Haïti, qui « *bambilaient* » et donc une équipe sans fraîcheur et sans âme, selon ce qui a été dévoilé, par les joueuses elles-mêmes, tout cela serait à la base de cette catastrophe.

En gros, on a tout fait, sauf se concentrer sur ce dernier match crucial, une sélection féminine sans fraîcheur totalement6 sans impréparée, qui s'est d'autant plus mal conditionnée, ne comptant sur des remplaçantes venues d'Haïti et en inactivité absolue depuis leur renvoi du camp d'entraînement de Croix-des-Bouquets, deux ans auparavant ; le coach, qui n'a d'ailleurs presque pas fait de remplacement, durant les trois matches, se payant le luxe de garder sur la touche, durant tout le tournoi, des valeurs comme Mikerline, Tabita, Bethina, en compétition en France; ajoutées à cela les tribulations dues à un voyage mal planifié plaçant la délégation en quasi situation de quarantaine, et à l'entrée au Costa Rica et à Monterey au bord du refoulement, puisque c'est au bout de longues heures d'attente, à l'immigration de l'aéroport, aussi bien à San José, qu'à l'entrée à Monterey; ces faits graves d'incompétence des dirigeants de la Fédération haïtienne de football (FHF) auraient porté ainsi les joueuses à demander la révocation du staff technique, l'entraineur en tête, une autre catastrophe, une vraie pagaille, jamais entendue dans toute l'histoire du football dans le monde entier; manœuvre que certains observateurs attribuent au cancer Billy Dieussaint Chalera, qui contrôle et manipule, compte tenu de son « *apport* » dans le complot du football.

On a donc exploité la naïveté et l'innocence des joueuses avec qui il se permet, ayant l'aval des chefs, en Haïti. Billy n'apprécierait pas que le coach Delepine ait publié, dans une liste préliminaire des, noms de joueuses dont lui, le délinquant et racketeur, n'a pas le contrôle comme agent et qui n'ont pas le droit d'être appelées en sélection. D'autre part Roi Billy, dit-on, veut donner un coup de main, rendre la réciprocité à son associé Marc Collat, en le plaçant à la tête de la Sélection féminine. Dans la lettre, les filles auraient demandé Collat comme coach, un fait jamais enregistré, à savoir, exigence, par lettre, d'un groupe de joueuses mis à l'écart par le coach actuel avec un remplaçant, ne sachant pas, ou oubliant que ce Collat a été, tout récemment, en litige devant la justice de la FIFA, avec le football haïtien; Billy est le maître des joueuses et fait chanter tout le monde, fait tout. Pour des raisons similaires Billy et Carlo Marcelin avaient comploté le renvoi de l'excellent coach Laurent Mortel, qui, avec un plan de travail pour faire progresser la Sélection féminine, de contourner les graves problèmes existants en Haïti, d'avoir une quarantaine de joueuses haïtiennes en Europe, Espagne, Portugal, France, pour les entraîner souvent et arriver à bâtir une très grosse sélection permanente; entraîneur de très haut niveau, professeur d'université, Mortel a été viré du poste, parce qu'il avait déjà trouvé des clubs en France acceptant de recevoir presque toutes les joueuses de la Sélection vivant encore en Haïti, dans l'idée de les faire travailler toute l'année, à chaque semaine, et surtout chaque pause de leur compétition.

Coach Laurent Mortel, lourds regrets

Laurent Mortel voulait aussi qu'une fois en France les joueuses profitent pour aller et préparer leur vie, après leur carrière sportive. Ce qu'il a fait pour Mélissa Dacius et Angeline Gustave. Billy n'a pas apprécié ce plan, qui lui retirait le monopole et fait publier des articles de presse mensongers, commandités dans la presse, sur le coach, qui a jeté l'éponge. Par Carlo Marcelin, Billy Peterson, Fénélus Guerrier, Monique André et leurs associés

La vedette haïtienne Abaïna Louis.

ne jurent qu'à amasser et faire fortune rapidement. Aussi pillent-ils le peu que gagnent les joueuses et ne veulent pas qu'aucun coach se mette au travers de leur racket, qui consiste à piller les joueuses et joueurs haïtiens licenciés en France.

Voilà, en effet, ce que, d'ailleurs, dénonçait un dirigeant léoganais du club Déposé FC, formateur du jeune attaquant Christophe Fredler, transféré à R C Strasbourg, en France, et pour qui le club français aurait payé, comme indemnité de formation, environ 400 000 euros empochés par Marcelin et son club Exafoot. Alors que le club Déposé, ni même la FHF et Camp Nous n'ont rien reçu. Ce vol monté avec de faux documents, faisant, dit-on, passer le jeune talent sous le nom d'un faux club haïtien. Déposé FC a porté plainte, dans cette affaire d'escroquerie, devant la justice haïtienne, en attendant de le faire en Europe et par-devant la FIFA.

Abaïna Louis, un « prodige exceptionnelle »

À la FHF, désormais les histoires de faux seraient la norme, avec MM. Marcelin, Sévère et leurs acolytes. Ainsi, on vient d'apprendre que la FIFA avait sanctionné les deux grandes anciennes joueuses Yvette Félix (50 ans) et Nella Joseph (67 ans), comme complices dans l'affaire d'abus sexuels, mais ceci a été fait sur la base de gros mensonges montés par ces bandits de la FHF.

Mais, fait plus grave encore, avec même de fausses signatures de ces dames apposées au bas des documents d'aveu, de fausses adresses e-mail, ces dames n'ont jamais été informées de la date de leur soi-disant jugement, alors que les gens de la FHF soutiennent qu'elles avaient été averties par adresses e-mail, ces dames avouent n'avoir jamais eu d'adresse e-mail toute leur vie. Ainsi, elles n'ont donc jamais été touchées, ni de la date de leur jugement, ni, non plus, n'ont pas reçu ni avoir été notifiées, donc des copies de ces soi-disant jugements. Elles ont été ainsi condamnées par défaut, attestant, en plus, qu'elles n'ont jamais reçu copie de ce qu'on prétend dire être jugement par défaut. La FIFA, prétextant que se sentant coupables elles ne se sont pas présentées, ce n'est que ces dernières semaines, encouragées par des amis frustrés de ces abus, qu'elles ont engagé, grâce au support d'une institution internationale, engagé un avocat et découvert l'ampleur du crime dont elles ont été victimes.

La FIFA, sans doute embarrassée, aurait refusé que leur jugement ne soit révisé devant un autre tribunal. Celle-ci, ignorant encore combien, en Haïti, on fait tout sans état d'âme, aurait même fabriqué de faux documents d'aveux de ces dames avec leurs signatures, pour pouvoir les faire passer comme complices de l'ex-président et rendre le complot parfait. Après les documents d'accusations fabriqués par Guerrier Fénélus, sur l'ancien président, on commence à découvrir mieux toute la machination montée par Monique André et Carlo Marcelin aidés des autres sbires, Prémeus Jasmin, Roosevelt Ducasse, Eberson Émile, pour faire de l'argent, rien que pour « *Kraze Kan Nou* », en sus d'annuler toutes les compétitions, révoquer tous les coaches, administrateurs de compétition, les cousinières, fermer toutes les 70 académies de province, donner une préparation « *rabâchée* » aux équipes nationales, en vue d'amasser encore plus d'argent.

Selon ce qui se dit, un joueur, ou une joueuse qui ne veut pas que Billy, soit son agent, ne sera plus sélectionnée. C'est ainsi que les fans jugent la non-sélection d'une jeune Haïtienne, Kiki, qui brille dans le championnat de Russie de D1, juste parce qu'elle aurait refusé que Billy devienne son agent.

Bay Ayiti youn chans

Fort de tout cela, on comprend donc qu'il faut être très réservé, en analysant les chances de qualification d'Haïti, dans ce climat de bandit sans état d'âme et en fonction des sus dits paramètres. Avec la situation actuelle de débandade, que vit le football haïtien, depuis le terrible complot de 2020, qui a tout chamboulé, avec, en plus, cette histoire de joueuses demandant la tête du coach, autre point saillant de cette affaire étonnante avec les monstruosités crées de toute pièce par un petit groupe dirigeants, Monique André, habituée aux

Suite en page 13

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 13

LA CRISE HAÏTIENNE, DILEMME PARTOUT

Ariel Henry : Le couteau sur la gorge de la communauté internationale

Les acteurs piégés dans la recherche de solutions...

Suite de la page 1

Après la séance du vendredi (21 octobre), du Conseil de sécurité de l'ONU, les membres ont voté, d'un commun accord, en faveur de la résolution américano-mexicaine appelant à des sanctions contre les gangs armés perpétrant toutes sortes de crimes sur la population, en sus de bloquer l'accès à l'essence, causant la fermeture ou le fonctionnement au ralenti d'hôpitaux et autres institutions pourvoyeuses de soins sanitaires, et créant, en même temps, une crise humanitaire des plus aigües. Cette décision prévoit aussi des condamnations, à l'encontre des oligarques, hommes d'affaires et politiques qui les financent, en plus de leur fournir des armes et des munitions. Mais l'aspect le plus grave de la crise, l'insécurité omniprésente, à l'échelle nationale, prévalant encore plus, à la capitale, demeure inchangé. Le consensus recherché sur la seconde résolution, prévoyant le déploiement d'une force militaire internationale spéciale, n'a pas encore été trouvé. En attendant que soit acquise l'autorisation de l'ONU pour donner suite à la demande de déploiement d'une force militaire spéciale faite par le Premier ministre de facto haïtien, la résolution du 21 octobre laisse les coudées franches aux acteurs concernées pour sévir contre les bandits armés en recourant aux sanctions, sous forme de gel de leurs comptes en banque et d'imposition de restrictions de voyager, également à l'encontre de leurs bailleurs de fonds, de fournisseurs d'armes et de munitions.

Aux yeux de nombreux observateurs, si la stratégie de la communauté internationale visant les acteurs institutionnels, représentés au sein de l'administration publique et les milieux d'affaires, vulnérables au blocage d'accès à leurs fonds placés dans des institutions financières contrôlées par le système bancaire occidental et à l'interdiction d'effectuer des déplacements à l'étranger, surtout quand leurs familles et proches parents sont aussi concernés, la situation est toute autre pour les bandits. Car leur mode de vie les met à l'abri des sanctions que redoutent généralement les hommes politiques et les acteurs des milieux commerciaux et des couches aisées de la société haïtienne ayant de gros intérêts à l'étranger, notamment des membres de leurs familles et de proches parents, et dont les activités commerciales et en affaires les obligent à séjourner longtemps ou souvent à l'étranger.

Quant aux gangs, qui évoluent dans le monde interlope, ils se déplacent rarement, leur absence d'Haïti se limite à des visites clandestines, incognito, en République dominicaine, le plus souvent pour échapper à des mandats d'amener émis à leur encontre, qu'ils n'arrivent pas à faire annuler moyennant versement de fortes sommes d'argent. S'agissant de compte en banque, cette pratique ne fait pas partie de leur culture. Il est vrai qu'ils arrachent des millions à leurs victimes, sous forme de rançon, mais ils se font payer en espèces et possèdent des coffres forts par « *personnes interposées* », auprès des banques dont le serment de secret est jalousement gardé sous la menace d'une balle dans la tête ou le kidnapping. Dès lors, la rumeur faisant croire que le blocage de «*comptes mon cash* » de Jimmy Chérizier, alias Barbecue, le général des gangs fédérés, sous le nom « *G-9 en famille et alliés* » n'est autre qu'une berceuse pour faire dormir debout les naïfs. On pourrait dire que cette stratégie, échafaudée par les Américains avec d'autres États qui y sont embrigadés comme accessoires, véhiculée à travers les Nations Unies, vise, encore une fois, à réduire à néant le tintamarre orchestré sur l'enquête autour de l'assassinat de Jovenel Moïse par les demandeurs de « *justice* » pour la victime du 7 juillet. Alors que le crime perpétré, une année avant la mort du président de facto, sur la personne du bâtonnier de l'Ordre des avocats du Barreau de Port-au-Prince, Monferrier Dorval, est relégué aux oubliettes.

L'enquête partisane du FBI sur l'assassinat de Jovenel Moïse

Il n'est un secret pour personne que, dès le commencement, l'administration Biden-Harris, par le truchement du Federal Bureau of Investigation (FBI) s'était engagée à fond dans l'enquête sur l'assassinat de M. Moïse. Aussi tous les individus dénoncés par la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ), la version haïtienne du FBI, ont été arrêtés, dans deux pays différents, après plusieurs mois en cavale. Mario Palacios Palacios, sergent retraité de l'Armée colombienne, a été mis aux arrêts au Panama, alors qu'il s'y trouvait en transit, en route pour Bogota, la capitale de son pays. Quelques jours plus tard, Rodolphe Jaar, homme d'affaires haïtien d'origine palestinienne, qu'on fait passer pour un trafiquant de drogue ayant fait la prison aux États-Unis, et soi-disant enrôlé comme informateur de la Federal *Drug Enforcement Administration* (FDA), a été, à son tour, appréhendé à Santo Domingo, République dominicaine, et remis à la Justice américaine. Troisième personne dénoncée par la DCPJ haïtienne comme faisant partie du complot ayant abouti à l'exécution de Jovenel Moïse, dans sa résidence familiale, à Pèlerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville est bien Joël Joseph John.

Jimmy Chérizier, alias Barbecue, le patron des gangs du G-9, ne craint pas les sanctions annoncées dont il est la cible.

Si la DCPJ manquait de ressources pour poursuivre les individus qu'il a dénoncés, dans cette enquête, par rapport à leurs déplacements, le FBI, quant à lui, n'est pas en reste. Aux aguets 24 heures sur 24, il a lâché la Police jamaïcaine après l'ex-sénateur Joël Joseph John, qui s'apprêtait à débarquer à Kingston, la capitale de ce pays, également après avoir été en fuite pendant plusieurs mois.

Les gangs armés terrorisant la population présentés sont en réalité des alliés d'Ariel Henry.

Voilà trois personnes emprisonnées aux États-Unis (à Miami, en Floride) pour les suites légales, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Moïse. Tandis que deux autres, dont une en cavale, et l'autre à la tête du gouvernement haïtien, ne semblent pas exister pour le FBI.

En effet, Joseph Félix Badio, décrit par la DCPJ comme la cheville ouvrière de la conspiration du 7 juillet 2021, qui avait abouti à l'assassinat de Jovenel Moïse, continue d'éluder ses poursuiveurs. On se demande comment aurait-il pu réussir à tromper la vigilance de ces derniers pendant tout ce temps, y compris le FBI, sans un patron orientant l'enquête et fixant le rythme dans le sens de ses intérêts?

Bien que du côté des Américains, ce soit le silence total, en ce qui concerne Joseph Badio, la DCPJ, pour sa part, n'affiche aucun intérêt à localiser ce dernier. Dans les milieux politiques et sociaux, en Haïti, on croit, dur comme fer, que ce fugitif est délibérément « *autorisé* » à rester introuvable, son cas relevant de l'assentiment de la plus haute autorité, l'institution haïtienne d'enquête ayant reçu le mot d'ordre de regarder ailleurs, de ne pas voir Badio.

À part les quelque 40 autres hommes incarcérés en Haïti, des Colombiens pour la plupart, pour leur rôle présumé, dans l'assassinat de Jovenel Moïse, et les trois autres emprisonnés aux États-Unis, en sus de Badio, se cachant en Haïti ou ailleurs, s'il n'a pas été, à son tour, assassiné, à en croire des sources proches du Premier ministre de facto haïtien, ce dernier est également accusé d'avoir été de mèche avec Félix Joseph Badio, pour lui avoir parlé, à plusieurs reprises, avant et après le crime. Cette indifférence manifestée à l'égard de ce dernier par le FBI américain est largement critiquée dans plusieurs secteurs, en Haïti. Le cas d'Ariel Henri l'est encore davantage. Quasiment tout le monde s'interroge sur l'attitude des dirigeants américains supportant totalement le Premier ministre de facto, alors que, à l'instar de Palacios Papacios, Joël Joseph John et Rodolphe Jaar, il est accusé, par l'institution officielle d'investigation haïtienne, de faire partie du complot d'assassinat de M. Moïse. Aussi d'aucuns questionnent-ils l'attitude officielle de l'administration américaine dans ce dossier, à savoir, comment expliquer le résultat de l'enquête de la DCPJ, dans les cas de Palacios, Jaar et Joël, alors que celui d'Henry et de Badio sont ignorés ?

Le jeu démocratique dans l'assassinat de Jovenel Moïse

L'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse, que les États-Unis disent appuyer, au nom de la démocratie, offre l'occasion de trier le bon grain de l'ivraie, dans le cadre de la promotion de cet idéal politique. Aucun doute, la crédibilité des Américains est sérieusement mise à mal, dans les milieux politiques, en Haïti, mais surtout dans le monde des activistes. Nombreux sont ceux qui pensent que le pays qui affiche la posture de la plus grande démocratie sur la planète ne fait que contredire l'application de celle-ci dans d'autres pays, comme Haïti, par exemple. L'attitude de l'administration Biden, dans l'assassinat de Jovenel Moïse est tout à fait contraire à ce système. Voilà pourquoi certains hommes politiques haïtiens se comportent comme « *le chrétien qui a perdu la foi* ».

Si les commentaires et accusations sur les comploteurs de l'assassinat de Jovenel Moïse fusent en abondance sur les réseaux sociaux, particulièrement dans les organes de presse en ligne, captés sur What'sApp, les Haïtiens restent avares d'opinions relatives à ce dossier. L'hésitation est donc

Suite en page 15

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 14

LE COIN DU POÈTE

Suite de la page 5

Île distante où surgit le poète PERSE comme une lampe en garde-fou
La Martinique tel un lierre grimpe / Aimé CÉSAIRE et ses vers éternels /
Doux clichés sur les eaux où je m'installe bilingue auprès des ondines.
Trinidad : grelot de pluie / douce comme une larme d'aquarelles / muette comme un noyé.

Et cet étang de rêves et de désirs NAÏPAUL à la tombée des regards
Et des monceaux de sa voix définitive, la terre envahie toujours de la mer,
Des flots et des vagues, d'abord Colomb en plein délit océanique
Qui défie les lois de la relativité soufflant maux aux équipages forfaitaires de l'Espagne en fête.

Et ses inquisiteurs / bourreaux d'hier assoiffés d'or de sang et de la femme indigène,
Incas / Aztèques / Toltèques / Mayas tous frères devant dieux et les hommes,
Aux grands voiliers, si fiers et triomphants
De la mer et de ses vagues mortelles depuis l'Espagne / depuis Lisbonne.

Finies toutes ces filles nues aux seins dorés de rocou, toutes ces plages qui accueillent,
Dans la mélasse solitaire, poissons d'eau douce et un giron d'acacias à mettre aux enchères,
Finies toutes ces femmes accompagnées de l'enfant qui vit plein de bonheur et de promesses,
Ttous ces guerriers nus d'allégresse revenant de la chasse.

Pleins de sourires et de baisers à partager avec la caciquesse,
Finies toutes ces journées précipitées de rencontres inoubliables,
Dans la forêt des dieux, pan des hommes en transe,
Qui retracent debout la marche à suivre de leurs conquêtes à venir.

Je vous plains ANTILLES à n'en plus finir avec les mots de la mémoire
Des flibustiers et corsaires (Cortès ou Francis Drake) partageant les terres
E cette chanson anémique naviguant d'une main et détruisant de l'autre,
Journaux intimes / hiéroglyphes et papyrus qui vous tenaient tant à cœur.

Toute cette érudition disparue et cette paroisse anonyme et ce gamin non identifié,
Et la voix de ce premier né (tue) qui fit le tour des manèges et des îles.
Je nomme parfois ces yeux mouillés que vous posez entre moi et la solitude,
Unique présence avide de l'enfance infidèle à vos yeux qui écartent la nuit du meunier.

Et qui regardent les dieux endormis / déshabillés par les nuages
Dans la sérénité imaginée du souffle de la mer toutes ces caves,
Nourries de mots et de mensonges envoyés à l'Europe / aux infantes de Castille /
À la fiancée du Maure et aux nobles abbesses des Asturies.

Tous ces échantillons d'hommes et de femmes des îles présents dans l'océan
Perdu / d'équations impossibles / de bâillements infinis,
Dans d'incessantes douleurs catalanes si tant que dure la traversée
Toutes ces tueries à la tombée des coupoles de neige d'hommes des îles.

Vierges qui pensaient à la santé des lucioles, tous ces baisers à haute voix,
Qui ne pardonnaient pas, ô temps mémorisé
Dans l'oubli des morts et du poème, ô souvenance !

Je vous plains ANTILLES car je bois aujourd'hui à votre source vive
De l'eau du silence et des salutations du matin amante rien que pour moi,
Et mes yeux si petits comme des lutins pâles dans la nuit,
Je vous plains sans vous imaginer quelque part dans la foulée des hommes à bras ouverts.

Des hommes debout qui ont fait la vie / qui ont défait la mort,
Quelque part aux aguets de la rose travestie / de ma réponse à la lettre du cacique épuisé.
Quelque part dans la laitance et dans la douleur du poème qui s'interroge
Dans la continuité du caciquat à reconstruire, dans la maturation de cette maison en toit de chaume.

Que je veux belle comme l'espoir / solide comme les pierres d'une cathédrale /
Plus haute que Babel et ses tours, mais plus profonde que la grotte du bédouin.
J'ai appris à vous regarder en face (îles des caïmans étoilés) dans les labyrinthes
De vos yeux arqués et dans les profondeurs de vos fragments de pierre sauvage.

Je vous plains et je vous le dis dans l'élargissement des bras en fleurs /
En pylônes de trèfle dans la solitude du berger associé au troupeau,
Dans l'accomplissement du désir des femmes kabyles,
Sans m'identifier ouvertement à la levée des récoltes des beuveries et des ivrognes.

L'insoupçonné des noms propres en deuil et mélancolie du poème / helvète et serbe à satisfaire
Dans la mêlée des revendications / territoires de l'homme debout et de ses légendes,
Sans même imaginer la démesure originelle des mots et de ses dérivés,
Ne serait-ce que le temps des morts et des poètes habillés de confettis.

… et si la gloire n'est qu'une blessure et le poème une marche dans l'allée du rêve !

Lamentin 54 (Port-au-Prince), juillet 1999

Sports

Suite de la page 12

couloirs de la FIFA, a trompé cette grande dame secrétaire générale, très sensible comme Africaine aux droits de la femme trompant sa vigilance avec cette histoire d'abus sexuels suivi d'avortement pratiqué au Centre même.

Une grave ambiance et dans ce contexte cruel où il n'y a plus ni cœur, ni amour, ni patriotisme, c'est utopique de nourrir d'espoirs de qualification, d'autant que rien n'est fait pour relancer l'Équipe nationale démobilisée depuis longtemps. Par exemple, pour la récente période FIFA d'octobre, notre adversaire, le Chili a joué deux matches contre l'America du Mexique (victoire mexicaine 2-1) et contre la Sélection mexicaine (1-1), alors que nos joueuses ont laissé passer toute la période des vacances d'été, sans même une réunion, et ont été sans activité également, lors de la fenêtre FIFA de début d'octobre.

On pourrait même penser que cette sélection n'a pas de plan, voire de direction technique, ou même recevoir une attention de son pays. Donc, déjà quatre mois sans rien faire, depuis la catastrophe de Monterey, quand on pense que le tournoi, en Océanie, à New Zélande, un pays donc avec un décalage horaire de presque 14 a15 heures, par rapport à Haïti et qu'il faudra que l'équipe minimum arrive quinze jours avant sur place pour pallier les effets du décalage horaire. Le retard dans ce début de la préparation risque d'être insurmontable. Pour un tournoi devant se jouer à l'autre bout du monde, on risque la catastrophe. Ce qui est la règle, il est vrai, depuis bientôt trois ans, pour toutes nos équipes nationales.

Le football féminin en disparition

Au moins il y'a un noyau de joueuses évoluant en France qui permet de construire une équipe nationale A, mais que sera le football féminin, d'ici trois à quatre ans, vu que toutes les structures d'initiation de joueuses, mises en place en 1976, pour préparer la relève de footballeuses, n'existent plus dans le pays. C'est pratiquement la disparition du football féminin qui se fait. Pire, beaucoup des coaches, qui ont été formés pendant de longues années, ont presque tous laissé Haïti, à la recherche d'un souffle de vie. Ainsi, tous les formateurs d'expérience ont été obligés de s'exiler à l'étranger, traqués par les sbires de la FHF, vu qu'ils refusent de mentir, donc de « *collaborer* » à l'infernal complot. Wadson Pouchon Émile, Gina Montina, Roselenne Joseph, Jésula Léoné, Gabriel Michel Tigana, Wilfrid Montilas, Gérald Toro Beauvais, Gerald Jean-Louis, etc. sont à Miami et ne pourront retourner en Haïti.

On est encore sous le choc de l'élimination scandaleuse, au tournoi préliminaire de juillet dernier, à Monterey, qui a vu notre pays rater un rendez-vous planifié sur lequel la FHF travaillait depuis 2010, depuis le lancement du programme de formation d'élites implanté après le tremblement de terre, de 2010 avec une structure originale planifiée et exécutée à la lettre jusqu'en 2020.

Comme Dieu est parfois Haïtien, prions pour une brusque prise de conscience et que la FIFA comprenne l'état d'esprit désastreux, dans lequel des bandits, déguisés en dirigeants de football, ont plongé Haïti et son football, se ressaisisse et mette fin au massacre et au désastre et sauver ces milliers de jeunes dont le rêve a été détruit.

« *Nan coupe du monde nou vle ale* », chantent, depuis plus d'une décennie, les jeunes de Camp Nous. De ces centaines footballeuses, sauf celles-là qui ont eu la chance de voyager en France jouent encore. Aux États-Unis, certaines des jeunes reprennent goût au jeu; à Essex County, dans le New Jersey, cinq des anciennes de Camp Nous, dans l'équipe du collège, entraînées par Monique Édouard, ex-gardienne d'Anacaona, quelques fans les aident à arrêter de travailler pour aller à l'université, ayant un peu de passion la FHF aurait dû les supporter pour qu'elles se consacrent aux études et au football uniquement. Un autre groupe d'anciennes de Camp Nous jouent aussi dans une petite équipe, Little Haiti Soccer et vont aussi à l'école, mais ont besoin de support pour continuer dans leur passion du foot. Pourront elles tenir ? Très difficile !

Qui aurait pu imaginer que c'est au moment où la FHI a une femme à sa tête que le football féminin a été ainsi maltraité. Dire que le complot dans lequel la FIFA s'est laissée berner visait à sauver les filles abusées et exploitées! ! ! Pourtant ne voilà pas qu'on les méprise, au point de les décourager dans leur obstination à devenir de grandes joueuses, .et à retourner dans l'affreuse misère, sans espoir, dans leur ghetto d'origine ! Il est encore temps d'abandonner la pratique « *Je m'en fou* » pour dédommager ces 500 filles qui se formaient à Camp Nous et dont la FIFA, a, indirectement, détruit l'avenir.

Et pourquoi ne pas relancer la passion autour du football féminin dans le pays, et surtout se mettre au travail avec cette sélection se trouvant déjà dans l'antichambre de la Coupe du monde. Ces quatre derniers mois, d'autres joueuses dans la misère ont laissé Haïti. La gardienne, qui avait joué à Monterey, était dans un petit match à Miami, dimanche, et de fait n'est plus disponible pour la Sélection. Cas qui est grave, les très jeunes, celles se trouvant encore en Haïti, ne jouent plus depuis trois ans. Et, d'ailleurs, sont trop jeunes. Donc toutes les bonnes de Camp Nous, avec plus de six ans d'expérience, comme gardiens de but, sont aux USA. Qui va-t-on aligner en février ? Avec l'aide de l'État, il est possible de changer le statut migratoire des Kerly, Auguste, Edgenie, Jonie, Clerméus, qui jouent, d'ailleurs, apprend-on, là-bas, aux États-Unis.

Bloc derrière Haïti

Pourra-t-on ainsi continuer de se passer de ce « Messi » Abaïna Louis, qui cartonne les équipes adverses, à New Jersey, au rythme de 7-8 buts par match ? Devra-t-on continuer d'ignorer Rachelle Carémus, éclatante se santé, dans une équipe de collège, en Floride, et tant d'autres. En France, devra-t-on mépriser encore Phiseline Soveline, qui s'amuse dans une équipe universitaire, au Texas, sans compter Phiseline Michel, Johanne Laporte, Mélissa Dacius, Mikerline, Nélourdes Nicolas, des cadres écartés pour indocilité par Billy ?

Oui, il ne faut jamais cesser de le répéter : « *Pòch nou deja plen, bay Ayiti youn chancs !* »

J.B.

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 15

LA VANNE DU CARBURANT FERMÉE PAR LES GANGS ARMÉS

Une crise humanitaire s'installe à tous les niveaux

À la capitale comme en province, la population végète...

Suite de la page 2

distilleries, toutes catégories confondues, n'ont pu faire tourner leurs machines. D'où arrêt temporaires des usines de traitement d'eaux, de boissons gazeuses, de produits alcooliques, etc.

Les tat-tap et autres transporteurs en commun desservant les marchands, ne pouvant trouver de carburant, sont forcés de garer leurs véhicules. Cela signifie que, seuls les commerçants qui peuvent faire la route à pied, ont la possibilité de se présenter au marché. Cela entraîne automatiquement la hausse des prix, ou l'indisponibilité de produits comestibles.

Un autre facteur influençant le transport de denrées alimentaires est l'activité des gangs. Ces derniers contrôlant les entrées nord et sud de Port-au-Prince, les marchands, qui osent s'aventurer, afin d'écouler leurs produits, s'exposent à toutes sortes de mésaventures. Quand ils ne se font pas rançonner pour traverser les zones qu'ils contrôlent, les commerçant sont victimes des malfrats emportant leurs marchandises, ou se faisant kidnapper avec les camions remplis de denrées.

Des commerçant en provenance du Grand Sud, qui ne pouvaient plus supporter de voir péricliter leurs denrées, après avoir passé des semaines sans faire le trajet vers la capitale pour mettre leurs marchandises en vente, se sont vu arrêter par les gangs de Martissant. Pris en otages, camions et passagers, le camionneur s'est vu imposer une rançon de 20 000 gourdes, et les passagers 1 000 gourdes par tête.

Retour à la bicyclette comme véhicule de transport, mais...

La réalité de l'absence de carburant sur le marché national est la même partout, à quelque lieu qu'on se trouve, à travers la République. Un phénomène constaté, au cours de ces derniers mois, est le retour aux bicyclettes comme moyen de transport, qui était, depuis des années, éclipsée par les taxis-motos assurant le transport rapide et à bon marché de passagers.

Ceux qui avaient garé définitivement leurs « *bécane*s », les ont remises sur la route, la faisant remplacer la bourrique qui, dans le passé, assurait le transport de provisions achetées au marché ou à quelques autres lieus d'approvisionnement.

Cette nouvelle réalité s'est signalée, par exemple, dans les régions du Grand Sud où, il y a à peine trente-quatre ans, il fallait faire beaucoup d'attention afin de ne pas entrer en collision avec un autre cycliste, tant la ville des Cayes et ses environs étaient peuplés de bicyclettes. Chaque famille en possédait au moins une. L'écolier qui se respectait se faisait acheter ce véhicule.

Mais à l'ère où le pays entier est en butte au manque total de carburant, et que la familière bécane d'autrefois est redevenue la norme, en matière de transport, toute une série de problèmes a surgi, également liés à l'indisponibilité de produits pétroliers.

En effet, les pneus et les vessies des bicyclettes s'épuisent rapidement, et les pièces nécessaires à leurs réparations se font extrêmement rares. Car, à cause du blocage de la route, au niveau de Martissant et l'impossibilité pour que les commerçants s'approvisionnent en produits importés, les maisons de distribution de produits, tels que bicyclettes et accessoires, sont en rupture de stock et ne peuvent se procurer de pièces de rechange.

Autre danger auquel est confronté le propriétaire d'une bicyclette, de nos jours, est le voisin convoitant son « *véhicule* », et qui ne peut en trouver une chez le distributeur. Un autre inconvénient qui caractérise le commerce, ces jours-ci, se résume en la fermeture des magasins, dont certains ne s'ouvrent pas chaque jour, comme en période normale.

Au fil des ans, de nouveaux propriétaires de véhicules de motocyclettes ont fait leur entrée dans le marché de véhicules à traction motrice, donc usant de carburant. Un phénomène qui leur permet de résider loin de leurs établissements commerciaux.

Si cette pratique avantage de tels propriétaires cherchant des résidences, un peu éloignées de la ville, en période de « *vache maigre* », par rapport à l'essence, le jeu cesse d'être amusant.

La menace d'une crise alimentaire présente

Les Nations Unies ont tiré la sonnette d'alarme sur une crise alimentaire en gestation, en Haïti, depuis déjà plusieurs mois. Cette situation s'est aggravée, à la faveur de l'absence de carburant sur le marché national. Si la situation affecte plus cruellement les couches défavorisées domiciliées dans les bidonvilles, en province, l'effet de la pénurie alimentaire se révèle moins pénible. Surtout dans les régions au sud d'Aquin.

En effet, les sections rurales ne sont pas aussi vulnérables, par rapport à la faim que les villes. Et au fur et à mesure qu'on s'approche de la capitale, l'acquisition de « *la bouffe* » se fait plus difficile. Il semble que les communes se tirent mieux d'affaire que les milieux urbains du pays.

Toutefois, revenant de la capitale, allant vers le Grand-Sud, et continuant vers la Grand'Anse, la crise alimentaire est beaucoup moins sévère. Un résident de cette zone pense que cela est dû au fait que ces régions sont riches en avocats et châtaignes (l'âme véritable).

Il semble que, en dépit de cette évaluation, qu'on dirait fantaisiste, cette personne ne soit pas loin de la vérité. Car, de Saint-Louis du Sud, allant vers la côte orientale, traversant la presqu'île, jusqu'à Pestel, pour aboutir dans les Nippes, le châtaigne est récolté en abondance. Aussi bien que l'avocat.

Quant à Jérémie, les Abricots et les villages situées sur les côtes voisines, la saison des « *pisquettes* » représente ce que la manne représentait pour les Israélites du temps biblique.

Selon toute vraisemblance les habitants des zones de non droit, à Port-au-Prince, où l'affrontement inter-gangs avaient chassé des milliers de personnes de leurs résidences, et qui étaient de la province, avaient profité de cette occasion pour faire le voyage à rebours à destination de leurs lieux d'origine. Une telle décision s'est révélée salutaire, surtout à ce moment où l'absence de carburant entraîne une double crise humanitaire et alimentaire.

L.J.

LA CRISE HAÏTIENNE, DILEMME PARTOUT

Ariel Henry : Le couteau sur la gorge de la communauté internationale

Les acteurs piégés dans la recherche de solutions...

Suite de la page 13

onc au rendez-vous, quand il s'agit d'inviter les individus à prendre position par rapport aux personnes impliquées dans la perpétration de ce crime.

En effet, interrogé sur ce sujet, notamment l'appui total dont bénéficie Ariel Henry, auprès des Américains, l'ex-sénateur Youri Latortue, également secrétaire général du Parti *Ayiti Ann Aksyon* (AAA), désigné l'homme politique le mieux côté d'Haïti, il attire l'attention sur le mal traitement du dossier. D'un côté comme de l'autre, il pense que «*le dossier n'a pas été traité de manière juridique* », expliquant que les acteurs ont donné une «*couleur politique* » à l'affaire. D'où, pense-t-il, « *la suspicion restée suspendue sur la tête de l'étranger* ».

Un ex-diplomate requérant l'anonymat, qui a opiné sur le même cas, affirme que les résultats, jusqu'ici annoncées, de l'enquête menée par la DCPJ, sont cousus de fil blanc. Il a précisé qu'elle est prisonnière d' « *un complot piloté de l'étranger* ». Selon lui, la conspiration assurant le cheminement de l'enquête a pour mot d'ordre que tous les acteurs doivent être *« sur la même longueur d'onde* ». Il est absolument nécessaire que le centre de pilotage de l'enquête soit libre d'influences pernicieuses des «*milieux influençables par l'argent*».

De son côté, le professeur Michel Soukar, très visible dans ses interventions, à la télévision et à la radio, dont les vidées font le tour du monde, n'a pas voulu se prononcer sur ce sujet. Invité à répondre à « *des questions* » sur l'assassinat de Jovenel Moïse, il n'a pas hésité à décliner l'occasion d'opiner sur la question. Car il a répondu, tout simplement : « *M. Joseph, je ne suis pas la meilleure personne pour un tel entretien (...)* ».

Une cérémonie vaudou immédiatement après l'assassinat

D'autres révélations, jamais connues auparavant, ont été faites. Il s'agit d'une cérémonie vaudou tenue immédiatement après l'assassinat du président de facto. Bien qu'aucune précision n'ait été donnée sur cette séquence, il semble que Martine Moïse, mambo de son était, y ait assistée. Voilà pourquoi, certains se croient autorisés à accuser la veuve du défunt d'avoir été également impliquée dans le complot.

Dans cette révélation, il est expliqué aussi, qu'après l'exécution de Moïse, ses membres ont été littéralement rompus. Cette question a été évoquée, le lendemain, sans être relancée par les enquêteurs haïtiens, dans les jours suivants, et jusqu'à maintenant.

Ceux qui s'acharnent à pointer l'index sur Martine Moïse rappellent des faits qui ont fait suite à l'assassinat. À savoir : Des interviews ont été aménagées avec des grands média américains, tels que la chaîne de télévision *CNN* (plus d'une fois), le quotidien *The New York Times*, pour ne citer que ceux-là. On se rappelle aussi que, après les descentes opérées par la Police (accompagné d'un juge de paix) dans la résidence présidentielle, à Pèlerin 5, dans la matinée du 7 juillet, et les jours suivants, on rapportait que plus de USD 10 millions étaient trouvés dans la maison. La veuve de Moïse était revenue chercher des sacs remplies de billets verts ainsi que des sommes d'argent en monnaie nationale, sans avoir été obligée de rendre compte de l'origine de cet argent.

Un des conseillers du président de facto, Richard Doré, devait justifier la présence de ces fonds dans la maison, arguant que le défunt se préparait à « *ouvrir une banque* ».

Rappelons que, proche de Magalie Habitant (grande trafiquante de drogue devant l'Éternel), bien avant d'être trié sur le volet comme candidat officiel de Michel Martelly, pour le succéder, au Palais national, Jovenel Moïse manipulait de fortes sommes d'argent liquide (en millions de dollars). Cela lui avait valu d'être inculpé pour « *blanchiment d'argent* », par l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF), et d'avoir prêté serment sous le coup de cette accusation. Devenu chef d'État, donc « *le patron* » du Système judiciaire, il a ordonné qu'il soit blanchi de ce crime. Il y a donc fort à parier que les fortes sommes d'argent trouvées après la mort de Jovenel Moïse provenait d'origine criminelle.

La majorité des secteurs politique haïtiens estime scandaleux que la communauté internationale, sous l'influence de Washington, pousse à la roue pour que soit déployé une force militaire internationale spéciale dont l'objectif évoqué est l'élimination des gangs armés, alors qu'une telle expédition, qui risque de déclencher une résistance armée, serait lancée pour garder Ariel Henry à la primature. En clair donc, cette intervention militaire étrangère ne sera autre qu'une opération de sauvetage au profit d'un haut fonctionnaire dont la nation quasi entière réclame, à cor et à cri, la démission immédiate, et sans condition.

Tout compte fait, l'administration Biden ne va pas pouvoir conjurer les accusations de mots d'ordre moral qui vont la tourmenter, dans le traitement de l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse. Mais aussi de l'appui politico-diplomatique dont bénéficie Ariel Henry de sa part, se trouvant, lui aussi, sous le coup d'une investigation criminelle. Aussi bien en ce qui concerne la veuve de Jovenel Moïse, dont le dernier mot du droit la concernant n'a pas encore été dit à propos de l'argent sale que le couple présidentiel de facto avait en sa résidence.

Les Américains, ainsi que leurs alliés, au sein de l'ONU, avec Ariel Henry sur le bras, c'est le couteau sur la gorge. Car l'option n'a pas encore été trouvée pour s'en débarrasser. Il semble qu'il en soit de même pour Félix Joseph Badio.

L.J.

Jounal 26 octobre - 2 novembre 2022.qxp_HO 10/26/22 6:13 AM Page 16

Sports

Le football haïtien s'enfonce dans la crise, 2023 s'annonce déjà difficile

Par Ricot Saintil

Nous sommes en octobre, à deux mois et quelques jours de la fin de l'année 2022. Haïti toute entière s'enlise dans une crise qu'on n'arrive même pas à nommer, tant qu'elle est pluridimensionnelle. Elle est, dit-on sociétale, c'est-à-dire, qu'elle est d'ordre structurelle, sociale, parce que la société est atomisée, inégale et minée par l'injustice sociale. Elle est également économique, religieuse, culturelle, politique, etc. Néanmoins, celle, de l'État, axée sur la mauvaise gouvernance, la corruption, le népotisme, l'inconstitutionnalité et l'illégalité, constitue la principale crise du pays, dont découle toutes les autres crises.

Haïti, dans presque toutes ses composantes, est confronté à la mauvaise gouvernance affectant sa bonne marche. Les institutions du pays ne parviennent pas à jouer leur rôle. À titre d'exemple, le football haïtien, dirigé par la Fédération haïtienne de football (FHF), fait face, depuis tantôt deux ans, à sa pire crise, depuis ces 20 dernières années. Ayant à sa tête, à partir de janvier 2021, un Comité de normalisation, il vient de vivre, l'année la plus exécrable du 21e siècle, avec un passage à vide pour les championnats nationaux et des mésaventures pour les équipes nationales. L'année 2023 s'annonce déjà épique pour le football haïtien avec des rendez-vous internationaux. La question maintenant est de savoir, quels sont les dirigeants qui seront aux commandes de la FHF, sachant que le mandat de l'actuel Comité de normalisation arrive à terme, sans possibilité de renouvellement et sans avoir organisé l'élection des nouveaux successeurs pour prendre la tête du Bureau fédéral. En somme, c'est l'incertitude totale pour le football haïtien, à l'approche de 2023.

Nous sommes en mesure, à l'heure actuelle, de confirmer qu'il n'y aura pas d'élection d'un nouveau Comité exécutif, à la Fédération haïtienne de football, comme l'exigeait la FIFA à son Comité de normalisation. L'organisation d'élection est conditionnée par la révision des statuts de la FHF. Pour l'heure, aucune démarche n'a été effectuée auprès des clubs à cet effet.

Suite en page 12

BARRAGES COUPE DU MONDE DAMES FIFA-2023

Haïti, la qualification à notre portée

Par Jacques Brave

Ce vendredi la FIFA a communiqué le calendrier des barrages pour les trois (3) places restantes encore en jeu pour la coupe du monde féminine senior Australie-Nouvelle Zélande 2023, qui se jouera pour la 1 ère fois avec 32 pays.

Haïti devra battre deux (2) adversaires à sa portée pour se qualifier au mondial ; d'abord une équipe africaine dans une sorte de demi-finale le 18 février, le Sénégal, qui n'est pas du tout une foudre de guerre ; les Sénégalaises, 84eme au classement FIFA donc très loin derrière l'équipe d'Haïti 54eme(classement jugé par les experts trop bas par rapport à notre potentiel) ; en cas de victoire Haïti affronterait en finale pour la qualification l'équipe féminine du Chili ; là encore Jusqu'à récemment et en nous basant sur les prestations de trois (3)de nos joueuses ayant évolué jusqu'en 2019 dans la Ligue féminine professionnelle chilienne, mieux même titulaire dans l'équipe championne du Chili, Santiago Morning, Kerly Théus, Roselord Borgella et Sherly Jeudi. Il faut dire aussi que le Chili a montré, lors de la « *Copa America Femenina* », de juin de6rnier, avoir fait beaucoup de progrès, terminant en cinquième place, mais tout cela n'est pas de nature à inquiéter une Sélection haïtienne en forme, donc très bien préparée.

L'Équipe de football féminine haïtienne qui doit s'affronter aux Barrages Coupe du monde..

Équipe féminine d'Haïti : Calendrier barrages

18 février 2023 : Haïti Vs Sénégal;
22 février 2022 : Chili Vs Haïti ou Sénégal

Il est vrai que le camouflet reçu a Monterey, l'été dernier, lorsque, après avoir avait fait le plus difficile en battant la sélection mexicaine, chez elle, par un score sans appel (3-0) et ayant besoin d'un NUL, face à la Jamaïque, pour se qualifier, on s'est fait humilier par un score catastrophique (4-0, un cauchemar !) Aujourd'hui que les langues se délient, dans la presse, on révèle de graves dérives, dont des actes d'indiscipline inimaginables (*pa dòmi* laveille du match), laisser- aller du staff,

Suite en page 12

DESTRUCTION DU FOOTBALL HAÏTIEN

À Miami, les dirigeants du football font entendre leur voix

Par Jacques Brave

Comme annoncé, il y'a plus d'une semaine, à travers diverses annonces, une délégation de dirigeants de clubs haïtiens, alarmés par la paralysie des activités du football, depuis deux ans, ont fait « le *Piquet* », devant les bureaux de la CONCACAF le mardi 18 octobre entre, dans le South West de Miami, pour attirer l'attention des organismes mondiaux du football sur l'état désastreux du football haïtien, en total arrêt. Haïti, depuis l'installation d'un comité de normalisation, qualifié « *comité de malédictions* », depuis décembre 2020 et qui avait pour mission de : Réviser les statuts votés en janvier 2017; gérer les affaires courantes du football; et organiser les élections pour installer un comité élu au plus tard le 30 novembre 2022.

Les Clubs réclament le départ des dirigeants actuels

Vu qu'aucun point de cet agenda n'a été réalisé et que, pire encore, la réalité est que le football haïtien, si vivant et en santé, est, après deux ans, à l'état mort depuis l'arrivée de ces trois personnes, Monique André, Yvon Sévère et Carlo Marcelin, à la tête du football. L'éminent homme de loi Jacques Letang, président, lors de l'installation de ce comité provisoire, avait, peu après, remis sa démission, soulignant qu'il n'avait rien trouvé dans son enquête, qu'il a réalisée pour compte de la Commission d'éthique de la Fédération haïtienne de football (FIFA), rien qui puisse justifier les sanctions imposées par la FIFA à l'ex-président, celle-ci avait décidé que le président provisoire serait remplacé, en urgence. Ce qui n'a jamais été fait.

Des dirigeants du football haïtiens répondant aux questions des journalistes.

Les dirigeants du Comité de normalisation n'ont pas non plus versé aux clubs la part des fonds COVID versés par la FIFA pour supporter les clubs, et surtout n'ont jamais fourni aucun rapport sur ces dits fonds reçus, alors qu'ils se donnent des salaires importants. Crime majeur, ils ont créé l'Académie Camp Nous, les nombreuses académies régionales des villes de province, qui formaient de très jeunes de 7 à 12 ans devant assurer la relève des générations. Ces clubs affirment avoir envoyé plusieurs correspondances à la FIFA, mais leurs cris n'ont pas été entendus.

À moins de deux mois de l'échéance de leur mission, au bilan désastreux, rien n'a été fait pour préparer les élections, laissant craindre une prolongation du mandat du Comité sortant et la détermination de ses dirigeants à exprimer leur point de vue aux instances internationales du football CONCACAF et FIFA

Le cri désespéré des clubs haïtiens

Ces dirigeants ont choisi cette date, mardi 18 octobre, pour se présenter en personne devant le local de la CONCACAF pour transmettre un document exprimant le vœu de la famille du football haïtien que le mandat des trois membres actuels ne soit pas renouvelé, vu leur incompétence et, de fait, demandent à la FIFA qu'un nouveau comité avec des membres des clubs à choisir par la FIFA pour réaliser, dans un délai ne dépassant pas six (6) mois, les élections et ainsi faire redémarrer les activités du football dans le pays.

J.B.